



ASSOCIATION REGIONALE DE  
BRETAGNE OCCIDENTALE  
A. R. 5

CYCLE D'ETUDE 2013 - 2014

# L'ASIE DU SUD-EST



ENTRE INDE ET CHINE,  
ENTRE ETATS-UNIS, JAPON ET EUROPE :  
NEO-EMERGENCE, GEOPOLITIQUE, SECURITE

Animateurs : Yannick DOUAUD - Yves MELAINE

**L'ASIE DU SUD-EST  
ENTRE INDE ET CHINE, ENTRE ETATS-UNIS, JAPON ET EUROPE :  
NEO-EMERGENCE, GEOPOLITIQUE, SECURITE**

**LISTE DES PARTICIPANTS A L'ETUDE**

**AUDITEURS IHEDN**

Pierre AUDREN	Laurence DELAVALLADE	Yves MELAINE
Jean- Marie BEYER	François DIVERRES	Arnaud MORVAN
Jean Pierre BLEJEAN	Yannick DOUAUD	Fiona SIMONEAU-BYRNE
Joël BOSSARD	Patrick GUILLEMOT	Guy SINEL
Robert BRIMONT	Alain HOULOU	Benoit SUPPLY
Philippe CHAUVOIS	Fabrice LEGRAND	Patrick VILMIN
Yves DANIEL	Louis LE HEGARAT	

**ASSOCIES**

Edouard BRAINE	Hervé FOLLIARD
Jean Yves CASTEL	Damien GANIER
Alain COLLAS	Pierre GEMIN
Georges DIVERRES	Frédéric MARCHAND

**ANAJ**

Josselin CAZAUX  
Marie-Charlotte DIZES  
Alexandra DESCHENES-QUIVOURON  
Jérémy NICOLA

**AUDITEUR INES-J**

Bernard AUJOLET

**INVITE**

Gildas LE LIDEC, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Thaïlande (2009 – 2012)

**ANIMATEURS DE LA SESSION**

Yannick DOUAUD (Brest) – Yves MELAINE (Lorient)



## INTRODUCTION : DEFINITION DE LA ZONE, LIMITES DE L'ETUDE ET PROBLEMATIQUE

## I/ UNE SITUATION COMPLEXE

## 1 / Une multiplicité d'Etats

1.1 - Une coexistence de régimes politiques et économiques, d'ethnies et de langues

1.11- Des régimes politiques et économiques divers

1.12 - De multiples ethnies et langues

1.2 - Les richesses naturelles

1.21 - L'agriculture

1.22 - Les ressources minérales

1.3 - Population et démographie

## 2 / Des caractéristiques zonales

2.1 – L'Asie du Sud-Est face aux risques naturels

2.2 - Développement sociétal et immigration

2.21 - L'Indice de Développement Humain

2.22 - L'immigration

2.3 - Inégalités sanitaires et éducatives

2.4 - La corruption

2.5 - Le poids des religions

## II / UNE ZONE INSTABLE

## 1/ Des éléments endogènes

1.1 - La Chine

1.2 - Le Japon

1.3 - L'Inde

## 2/ De multiples conflits potentiels et/ou larvés

2.1 - Conflits territoriaux

2.2 - Conflits sur fond religieux

2.3 - Une situation explosive : la mer de Chine

## 3/ Ambitions militaires et forces armées en présence

## 4/ Des intervenants extérieurs

4.1 - Les Etats-Unis

4.2 - L'Union Européenne

4.3 - La France

4.31 - Relations économiques avec l'Indonésie

4.32 - Coopération de défense entre la France et Singapour

## CONCLUSION : QUEL AVENIR POUR LA ZONE ?

1 - Des tentatives de coopération

2 - Une zone potentielle de conflits majeurs

3 - Et la France dans tout ça ?

ANNEXES

Annexe 1 : Liste des organisations régionales

Annexe 2 : Tableaux des populations, ethnies et religions

Annexe 3 : Les risques naturels

Annexe 4 : Les chiffres d'évolution des investissements chinois à l'étranger

Annexe 5 : Les différents conflits

Annexe 6 : Asie Pacifique : les ambitions militaires

Annexe 7 : Asie Pacifique : la France doit être capable "d'agir militairement"

*Dans ces pays, on ne prévoit pas demain. On vit d'aujourd'hui en aujourd'hui.  
Fatalisme ou leçon de vie ?*

## **INTRODUCTION : Définition de la zone, limites de l'étude et problématique**

L'Asie du Sud-Est. Vaste sujet mais aussi bien vague sujet. En effet, si on peut toujours déterminer une zone géographique, ce n'est pas pour autant qu'elle devient une zone politique ou économique. Quant à devenir une zone intégrée sur le modèle de l'Union Européenne, un long travail s'imposera avant que pouvoirs autoritaires et tensions multiples ne s'effacent au profit d'une coopération profitable à tous.

Alors de quoi pouvons-nous parler ? Sur quoi nous demande-t-on notre avis ? Le terme "zone", bien que vague n'en est pas moins explicite. Il ne s'agit pas de faire une présentation historico-géographique-économique de chacun des pays mais bien, à partir de l'étude de ceux-ci, de leurs points communs et de leurs divergences, d'essayer de déterminer comment cette partie du monde, appréhendée en tant que zone, pourrait évoluer dans les temps à venir.

C'est ce que, sans occulter la place des grandes puissances fortement impliquées dans la zone mais en nous focalisant sur les différentes composantes régionales, nous avons essayé de faire.

L'Asie du Sud-Est, à cheval sur l'équateur, composée des pays encadrés à l'ouest par l'Inde, au nord par la Chine et au sud par l'Australie, comprend onze Etats : Indonésie, Malaisie, Brunei, Vietnam, Philippines, Singapour, Myanmar (Birmanie), Cambodge, Thaïlande, Timor oriental et Laos répartis en deux sous-ensembles géographiques : l'Asie du Sud-Est continentale ou Indochine, péninsule du continent asiatique située entre la Chine et l'Inde, l'Asie du Sud-Est insulaire ou Insulinde, vaste archipel s'étendant entre l'Asie et l'Océanie. Caractérisés par la complexité et la diversité de leur histoire, leurs populations, leurs langues et religions, leurs économies, ils éprouvent tous des difficultés pour construire leur unité nationale et bâtir une cohésion régionale.

Pour certains, et en premier lieu le Président Obama qui en a tiré les conséquences politiques et militaires, avec la montée en puissance de la Chine le centre de gravité du monde a basculé de l'Arc Atlantique à la zone Asie Pacifique. Après les "Dragons" et autres "Tigres" asiatiques, certains de ces pays, grâce à la manne pétrolière, au dynamisme de leurs jeunes et/ou à leur main d'œuvre à bas coût sont aujourd'hui considérés comme des Nouveaux Pays Industrialisés (NPI) voire émergents alors que d'autres, confrontés à de multiples problèmes internes, ont du mal à évoluer et demeurent instables.

Historiquement, cette vaste zone a été marquée par la présence de la Chine qui y a joué un rôle majeur qu'elle semble désireuse de voir croître de nouveau après une période de relatif repli sur soi (Deng Xiaoping), l'importance tant en nombre qu'économique des populations d'origine chinoise installées hors de la Mère Patrie étant révélatrice dans ce domaine.

Les Etats-Unis qui se sont attribués, depuis la fin de la guerre, un rôle de protecteur dans la zone du Pacifique Ouest (Nord et Sud), ont de plus en plus de mal à maintenir leur hégémonie.

Si l'essentiel des tensions est actuellement concentré en mer de Chine et eaux avoisinantes, on ne peut, cependant, négliger les contentieux plus locaux qui viennent s'y ajouter.

Divers organismes régionaux<sup>1</sup> affichent des ambitions de coopération politique, économique ou militaire qui ont du mal à se concrétiser.

## **I/ UNE SITUATION COMPLEXE**

### **1 / Une multiplicité d'Etats,**

#### **1.1 - Une coexistence de régimes politiques et économiques, d'ethnies et de langues.**

##### **1.11- Des régimes politiques et économiques divers.**

La zone recèle toute la palette des régimes et systèmes politiques puisqu'on y trouve :

- des Républiques avec un Président seul (Singapour) ou accompagné d'un Vice-président (Indonésie, Philippines) cumulant parfois les fonctions de Chef de l'Etat avec celle de Chef du gouvernement (Myanmar) et un Parlement mono ou bicaméral dont les membres sont élus ou nommés.

<sup>1</sup> Par simplicité, seuls les sigles seront utilisés. Une liste détaillée se trouve en annexe 1

- des Monarchies constitutionnelles avec un souverain héréditaire (Thaïlande, Cambodge) ou élu (Malaisie) doté de pouvoir plus ou moins étendus face à un Premier Ministre nommé ou élu.
- un Sultanat islamique (Brunei) dont le Sultan cumule les fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement et qui désigne lui-même les membres du Conseil Législatif.
- un Etat communiste (Vietnam) avec un Président élu parmi les membres de l'Assemblée Nationale, la réalité du pouvoir appartenant évidemment aux dirigeants du Parti Communiste.

Si la plupart de ces pays se qualifient de "démocratiques", ce terme semble y avoir une signification fort différente de celle en vigueur en Europe de l'Ouest voire d'un Etat à l'autre, la plupart d'entre eux étant dirigés par des gouvernements "forts" dont l'objectif principal est de maintenir la cohérence interne de leurs pays parfois mise à mal par des revendications religieuses ou autonomistes.

La complexité des systèmes politiques, dans lesquels la prééminence de l'armée, de l'ethnie ou du parti dominant et une corruption massive peuvent être source d'irritation pour la population, ne contribue pas non plus à leur stabilité.

### 1.12 – De multiples ethnies et langues

La multiplicité des ethnies, des langues et des religions<sup>2</sup> a pour conséquence un morcellement de la plupart des pays et est un sérieux obstacle au développement d'un sentiment d'unité nationale, malgré ou parfois à cause de l'hégémonie de certaines ethnies<sup>3</sup>. Ainsi, si les Khmers représentent 90% de la population du Cambodge et les Viêts 85,7% au Vietnam, les Malais ne représentent que 50,4% en Malaisie, les Javanais 40,6% en Indonésie et les Tagalogs seulement 28,1% aux Philippines.

Elle est gérée de manière différente selon les Etats. Par exemple, si en Thaïlande existe une volonté politique de créer une identité Thaïlandaise intégrant<sup>4</sup> Chinois, Laos, Khmers, ..., a contrario, en Malaisie, la ségrégation entre les populations d'origine malaise et les autres composantes de la population malaisienne (chinoise, indienne, ...) est clairement affichée dans le cadre d'une "discrimination positive" mise en place à partir de 1971 qui favorise les Malais par une surreprésentation de cette communauté au sein des administrations ainsi que par des avantages et priorités dans tous les domaines et qui n'est pas sans rappeler le système de l'apartheid ou "développement séparé".

C'est par milliers que se comptent les langues (plus de 1 600 en Inde et, selon Claude Hagège, 670 dans la seule Indonésie) amenant certains Etats à conserver comme langue nationale (ou commune) celle de l'ancien colonisateur parfois à égalité avec celle de l'ethnie dominante. Mondialisation et hausse de la scolarisation participent également à la diffusion d'un langage commun.

## 1.2 - Les richesses naturelles

Toutes les richesses naturelles agricoles et minérales (hydrocarbures et minières), bien qu'inégalement réparties, se retrouvent naturellement dans une zone aussi vaste.

### 1.21 - L'agriculture

Importante employeuse de main d'œuvre, elle y demeure l'activité principale. Pour la culture du riz, qui représente la base de l'alimentation, des pays comme l'Indonésie sont quasiment auto-suffisants, une baisse de la production liée à une forte hausse de la population pouvant toutefois remettre celle-ci en question. Café (Vietnam 2<sup>e</sup> producteur mondial), coprah, cacao et thé permettent à leurs producteurs de jouer un rôle important dans les organisations internationales de producteurs et de faire rentrer de nombreuses devises. Notons toutefois que ce sont ici les grandes multinationales importatrices et non les producteurs qui déterminent, au gré des goûts occidentaux, les variétés à développer et fixent leurs prix.

L'industrie du bois, la production d'huile de palme et de latex, bien développées, sont exportatrices mais entraînent une importante déforestation aggravée par la traditionnelle culture sur brûlis. Certains Etats tentent, avec plus ou moins de succès, de lutter contre ce phénomène en imposant aux exploitants de demander des concessions et de payer des taxes permettant de soutenir des programmes de reforestation.

### 1.22 - Les ressources minérales

Etain, nickel, cuivre, or, bauxite, uranium, titane, plomb, ... sont présents en quantité parfois importante et sont exploités, généralement en vue de l'exportation, par des entreprises étrangères.

<sup>2</sup> Sur ces points, cf. infra I/2.5 et tableaux annexe 2.

<sup>3</sup> Selon The world fact book

<sup>4</sup> Sur la place de la minorité malaise musulmane, cf. [www.courrierinternational.com/la-minorité-malaise-en-mal-d-identite](http://www.courrierinternational.com/la-minorité-malaise-en-mal-d-identite)

Charbon, gaz naturel et pétrole permettent aux pays producteurs d'importantes exportations (l'Indonésie exporte 73,6% de son gaz vers le Japon et fournit 70% du charbon chinois). Le problème en ce qui concerne le gaz et le pétrole - dont les cours ne sont pas, eux non plus, fixés par le producteur - c'est que les gisements sous-marins sont souvent situés dans des zones (iles Spratleys, Mer de Chine, ...) dont plusieurs pays se disputent la souveraineté ce qui entraîne des conflits plus ou moins ouverts.

Compte tenu de l'importance des capitaux nécessaires, les investissements étrangers sont indispensables. Japon, Hong Kong et Russie font partie des principaux investisseurs. On y trouve aussi de grandes entreprises françaises : Total, Alstom, Effiage, ... Si certains pays doivent se contenter d'exporter leurs matières premières, d'autres (Indonésie) imposent désormais aux investisseurs étrangers la réalisation de *joint venture* avec des entreprises nationales permettant ainsi le développement d'une industrie locale exportant des produits semi-finis.

### 1.3 - Population et démographie

L'Asie du Sud-Est couvre une zone qui approche les 4 500 000 km<sup>2</sup>. En 2013, hors Chine et Inde, 613 millions de personnes y vivaient<sup>5</sup>, allant des presque 150 millions (dont 137 sur l'île de Java, l'île la plus dense du monde en habitants) de l'Indonésie aux 420 000 de Brunei. Il faut également noter que 30 millions de Chinois vivent en Asie du Sud-Est, principalement en Indonésie, Malaisie, à Singapour, en Thaïlande et au Vietnam.

Les pays d'Asie de l'Est ont un taux de fécondité très faible : 1,6 en Chine, 1,37 au Japon, 1,1 en Corée du Sud, certains pays (Chine, Inde) menant des politiques pour limiter les naissances.

Outre l'émiettement entre les nombreuses communautés ethniques, l'existence d'une importante population jeune à qui il faut assurer alphabétisation et scolarisation, système de santé et emploi peut être source de difficultés pour les autorités voire de troubles en cas d'insatisfaction des attentes et besoins.

## 2 / Des caractéristiques zonales

Sans être communs, ces éléments se retrouvent néanmoins dans chacun des pays où ils exercent une influence non négligeable.

### 2.1 – L'Asie du Sud-Est face aux risques naturels

Le Sud-Est asiatique, une des régions les plus sismiques et les plus peuplées concentre de surcroît tous les composants d'un ensemble climatique violent. Séismes, tsunamis, typhons, sécheresse, éruptions volcaniques, inondations et glissements de terrains y frappent périodiquement, en faisant une zone à hauts risques pour les populations et n'étant pas sans conséquences sur les économies.

La sismologie très active de la région, est due, d'une part au système tectonique indo-himalayen qui pousse l'Inde vers le continent, à la poussée de la plaque des Philippines vers la Chine, mais aussi à toute une série de failles, concentrées dans des périmètres réduits. Les tremblements de terre ne se comptent plus et si le séisme a lieu en mer, il occasionne un tsunami dévastateur sur les côtes.<sup>6</sup>

La région, située sur le "cercle de feu du Pacifique" pullule de volcans. Le Pinatubo, sur l'île de Luçon (cent km de Manille), créa une des plus grandes éruptions du XXème siècle lors de son réveil en 1991. L'éruption du Sinabung (Sumatra) en août 2010 pollua l'atmosphère entraînant l'évacuation de 18000 personnes. Chaque fois, les populations reviennent car les cendres sont très fertiles.

Du point de vue climatique, la région est soumise à des cyclones ou typhons (chaque année, l'ouest du Pacifique en subit entre quinze et vingt) dont les vents très violents accompagnés d'énormes précipitations entraînant des glissements de terrains détruisent cultures et habitats. Ce sont les Philippines qui sont les plus exposées. Le typhon Haiyan qui dévasta la région en novembre 2013 fit 5 200 victimes et 1500 disparus. A ces risques il faut ajouter la mousson qui, soufflant de la mer vers la terre, amène des pluies torrentielles particulièrement lorsqu'elle se conjugue avec une tempête tropicale. En août 2013, Manille fut ainsi paralysée par les inondations.

La fréquence et l'intensité des inondations semblent suivre une tendance à la hausse dans cette partie du monde, Philippines et l'Indonésie figurant en tête de la liste des pays à risques extrêmes. Selon la Commission Economique et Sociale de l'ONU pour l'Asie Pacifique (CESAP) 85 % des décès liés aux

<sup>5</sup> Cf. World Population Prospects: The 2010 Revision et tableaux annexe 2

<sup>6</sup> En décembre 2004, le tsunami résultant d'un séisme de magnitude 9,3 au large de Sumatra fit plus de deux cent milles victimes en particulier en Indonésie.

catastrophes naturelles surviennent en Asie du Sud-Est (14% aux Philippines). La mise en place de politiques de prévention basées sur une gestion gouvernementale (plans de secours, architectures parasismiques, transmission des informations...) et une éducation de la population aux risques, combinées à un système mondial d'alerte se révèlent donc indispensables.

Cette mesure, mise en place pour l'alerte aux tsunamis en Océan Indien lors de la Conférence Mondiale sur la Prévention des Catastrophes Naturelles tenue à Kobe (Japon) en 2005, fonctionne à partir du Centre américain d'alerte aux tsunamis d'Hawaï et de l'Agence météorologique japonaise qui reçoivent les données des capteurs. Son fonctionnement est tributaire de la fiabilité des capteurs en eaux profondes, du système de transmission satellitaire mais aussi des réseaux de diffusion de l'information d'alerte dans les milliers d'îles dispersées dans le Sud-Est asiatique<sup>7</sup>.

## 2.2 - Développement sociétal et immigration

A l'exception de Singapour devenu aujourd'hui l'un des principaux ports marchands du monde (2<sup>e</sup> mondial pour le transbordement de conteneurs grâce à son hub spécifique) et une grande place financière grâce à son économie ouverte et flexible, nous avons, ici, pour l'essentiel des pays dont l'industrialisation a été développée pour en faire les "ateliers du monde". Il s'agit donc de sous-traitance, sans aucune innovation, ni invention dans des entreprises japonaises, européennes, américaines voire chinoises (dont les chefs d'entreprises estiment que leur main d'œuvre nationale devient trop coûteuse !) délocalisées.

Néanmoins cela permet une augmentation du niveau de vie moyen de la population, un développement du pays et une croissance économique. Ces croissances récentes, accompagnées d'une urbanisation partout spectaculaire et d'une modernisation accélérée, ont des conséquences sociales importantes. Une petite minorité se transformant en bourgeoisie s'enrichit et s'occidentalise alors que la masse des populations constate un écart de richesse croissant, un maintien de la pauvreté, une inégalité géographique de développement, une accélération des processus de déstructuration des traditions culturelles notamment dans la prise en charge des plus anciens.

Ces facteurs internes de dysfonctionnement des économies révélés par la crise asiatique de 1997 génèrent tensions sociales et remises en cause des pouvoirs en place. Moins visible au Vietnam tenu par le Parti Communiste Vietnamien<sup>8</sup>, elles commencent à paraître à Singapour où s'ajoutent aussi des problèmes très importants de pollution de l'eau de l'air dans un espace saturé.

### 2.21 - L'Indice de Développement Humain (IDH)

Indice statistique composite créé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en 1990 pour évaluer le niveau de développement humain des pays du monde. Il se fonde sur trois critères majeurs : l'espérance de vie à la naissance, le niveau d'éducation, et le niveau de vie (revenu national brut/hab.). En 2012, il était de 0,694 pour le monde allant de 0,955 pour la Norvège à 0,304 pour le Niger et la République Démocratique du Congo (France : 20<sup>e</sup> avec 0,893).

On considère un pays dont l'IDH est élevé ou très élevé (jusqu'à 0,712) comme développé : Japon (0,912), Singapour (0,895), Malaisie (0,769); celui dont l'IDH est moyen (à partir de 0,710) comme en développement : Chine (0,699), Thaïlande (0,690), Philippines (0,654), Indonésie (0,629), Inde (0,554) et celui avec un IDH faible (en dessous de 0,534) en voie de développement : Myanmar (0,498).

En ce qui concerne l'Asie de l'Est et Pacifique, la valeur moyenne de l'IDH de cette région, qui a enregistré une croissance annuelle de 1,31% entre 2000 et 2012, était de 0.683 en 2013, la région Asie de l'Est-Pacifique ayant le ratio emploi/population le plus élevé (74.5%) des pays en développement.

### 2.22 - L'immigration

L'Asie du Sud-Est a une longue tradition de mouvements migratoires.

Depuis quelques années, la Chine semble avoir redécouvert le poids et l'intérêt que représente sa diaspora historique que certains estiment à près de 50 millions de personnes.

Pour la période 2007/2011<sup>9</sup> Singapour, Thaïlande, Malaisie et Brunei présentent un solde migratoire positif alors qu'il est négatif pour d'autres : Cambodge, Birmanie, Philippines, Indonésie.

<sup>7</sup> Cf. annexe 3

<sup>8</sup> Dans la Constitution il est toujours précisé : "Le Peuple est le maître collectif, le Parti dirige, l'Etat gère". C'est donc bien un régime à parti unique même si la référence à la dictature du prolétariat a été gommée.

<sup>9</sup> [www.internaute.com/actualité/monde/classement-pays-immigration](http://www.internaute.com/actualité/monde/classement-pays-immigration)

Avec un taux de chômage entre 8 et 10% et 20 à 30% de la population en dessous du seuil de pauvreté, la perméabilité de certaines frontières jointe au manque de ressources et de coordination entre les organismes facilitent l'existence d'une forte immigration, l'Indonésie étant devenue le point de transit vers l'Australie. On peut même considérer que certains Etats se sont "spécialisés" dans "l'exportation de main d'œuvre" telles les Philippines dont 7,3 millions de nationaux vivent hors des frontières.

Cette ponction démographique n'est pas forcément négative puisque l'argent envoyé aux familles permet à l'Etat d'avoir des rentrées de devises parfois importantes. Toutefois, ces mouvements incontrôlés peuvent aussi être à l'origine de problèmes de déstabilisations en permettant à des activistes en lutte contre leur pouvoir central de trouver un refuge ou à des extrémistes religieux d'étendre leur prosélytisme.

### 2.3 - Inégalités sanitaires et éducatives.

Taux d'alphabétisation (Philippines : 95% des adultes, Malaisie : 98% des jeunes) et de scolarisation (Indonésie : 99%) sont très élevés mais il faut relativiser ces chiffres car si certains pays permettent une scolarisation secondaire et supérieure, d'autres n'ont rendu obligatoire que l'enseignement élémentaire. Moyens humains et matériels manquant parfois cruellement pour les établissements publics, nombre de ceux voulant poursuivre des études s'inscrivent dans des établissements privés (80% des étudiants Philippines).

Si les progrès des systèmes de santé, dans lesquels s'affrontent secteur public et privé, ont permis une baisse importante des mortalités maternelles et néonatales, les lacunes en hygiène jointes au faible nombre des personnels médicaux provoquent l'apparition régulière d'épidémies (hépatites A et B, grippe aviaire) ou empêchent de lutter efficacement contre des maladies endémiques ou contagieuses (paludisme). Typhons et autres phénomènes naturels, par les dégâts qu'ils provoquent, ne sont pas non plus étrangers à des situations nécessitant souvent l'envoi d'équipes internationales.

### 2.4 - La corruption

Endémique dans la zone, la corruption est ancrée dans toutes les composantes civiles et politiques de la société. Elle représente un véritable obstacle à l'essor, grâce à l'apport de capitaux étrangers, d'économies pourtant prometteuses car elle correspond, en s'appliquant au travers d'une réglementation (licences, redevances) souvent imposée par des administrations locales, à un impôt supplémentaire qui vient augmenter le coût des services publics et des transactions commerciales.

Sous l'influence d'organismes comme le FMI ou la Banque Mondiale, les gouvernements ont mis en place des dispositifs de lutte contre la corruption afin de continuer à bénéficier des financements de la Banque Asiatique du Développement. Toutefois, tant la corruption de certaines autorités politiques<sup>10</sup> ou économiques que l'implication des mafias les rendent parfois aléatoires.

L'incapacité des gouvernements à éradiquer ce fléau peut entraîner, autour d'organisations religieuses, d'ONG ou de partis politiques "d'opposition" une mobilisation de la société civile pouvant aller jusqu'à des affrontements violents (Thaïlande) avec les bénéficiaires du système.

### 2.5- Le poids des religions

Le Sud-Est asiatique offre un panorama intéressant pour qui s'intéresse au monde des religions. De tous temps et en tous lieux sur la planète Terre, les hommes ont ressenti la pression d'un univers dont ils étaient parties prenantes et auquel ils étaient assujettis, soumis à ses lois, ne pouvant se l'expliquer mais en percevant très bien les effets et surtout les contraintes. Selon leurs milieux et leurs modes de vie, ils ont su trouver des justifications : celles de l'animisme du polythéisme ou celles de leur foi en une autorité créatrice et gérante de cet Univers.

En Asie sont ainsi apparues : l'Hindouisme, le Bouddhisme - subdivisé en trois variantes : le bouddhisme Mahayana au Vietnam, au Japon et en Corée ; le Bouddhisme Theravada en Birmanie, au Cambodge, au Laos, à Singapour et en Thaïlande (religion d'Etat) ; le bouddhisme Tantrique au Bhoutan et au Tibet - et dont on constate qu'il continue à se développer aujourd'hui au point de gagner des régions où il était pratiquement inconnu (Amérique et Europe).

<sup>10</sup> La Première ministre thaïlandaise Yingluck Shinawatra, reconnue coupable d'abus de pouvoir été destituée le 7 mai 2014 par la Cour Constitutionnelle et, d'autre part, fait face à une procédure de la commission anticorruption pour négligence en lien avec un programme controversé d'aide aux riziculteurs.

Le prosélytisme des religions occidentales servi par la colonisation, le commerce, les échanges et le développement des moyens de communication amena le Christianisme et l'islam en Asie.

Le Christianisme, catholique et protestant, fut apporté par des missionnaires<sup>11</sup> dont l'arrivée était facilitée par la colonisation. Il est maintenant surtout présent aux Philippines où il regroupe 92,6% de la population. Il se place en 2<sup>e</sup> position derrière le Bouddhisme à Singapour (avec 18,2%) et en Indonésie derrière l'islam (avec 9,9%) et reste bien présent ailleurs. A noter le rôle important de petites missions protestantes évangéliques-pentecôtistes qui rallient des fidèles dans des régions pourtant réputées difficiles comme le Vietnam.

L'islam (sunnite et chiite) est quant à lui, arrivé à la faveur du commerce (celui de la soie, par exemple). Il s'est implanté au Brunei où il représente 75,1% de la population, mais il s'est surtout installé en Indonésie (87,2%) et en Malaisie (63,7%) où il continue à se développer. On constate, dans certaines de ses cellules, un début de "fondamentalisme" qui ne semble pas pour autant commettre les excès de leurs homologues arabes. Des factions islamiques tentent parfois de prospérer sur les mécontentements qui apparaissent face aux inégalités et tensions sociales (corruption, inégalités de développement, ...).

Le Judaïsme, porté par une diaspora millénaire est limité à un peuple dispersé sur la planète. Il est peu présent dans cette partie du monde.

Aujourd'hui l'Asie du Sud-Est est une mosaïque de religions<sup>12</sup> qui peuvent participer au maintien ou à l'établissement de bonnes relations entre les pays (par exemple entre la Birmanie et la Thaïlande au sujet du contrôle des flux migratoires) mais qui peut aussi contribuer à l'émergence et à l'exploitation de tensions politiques et économiques.

Gageons que la Chine, ce pays "capitaliste" dirigé avec une rigueur "communiste", saura, le moment venu, tirer profit de cette situation, sachant s'appuyer avec pragmatisme sur les uns ou les autres et n'hésitant pas, au besoin, à favoriser des minorités. Elle se heurtera alors à l'influence des Etats-Unis qui, eux aussi, sauront profiter des ressources idéologiques locales.

## II / UNE ZONE INSTABLE

### 1/ Des éléments endogènes

C'est volontairement que nous nous sommes limités à trois pays ayant un rayonnement régional voire international et donc capables d'exercer une influence hors de leur voisinage immédiat.

#### 1.1 – La Chine

Réalisant la prédiction d'Alain Peyrefitte<sup>13</sup>, la Chine s'est réveillée et veut retrouver la grandeur de l'Empire du Milieu mise à mal par les puissances coloniales européennes aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Après des décennies de dictature totalitaire communiste et sans rien en rejeter, elle rappelle au monde son passé impérial glorieux s'appuyant au besoin sur la religion de Confucius.<sup>14</sup> Elle est actuellement considérée comme la menace majeure dans cette zone et si de nombreux pays ont renforcé leurs moyens militaires, ceux-ci, individuellement, seraient de faible poids vis-à-vis de "l'ogre chinois".

De part sa puissance financière, l'importance de sa population et de sa diaspora bien impliquée dans les sociétés et économies voisines (quasi-sinisation de l'économie du Laos) et au-delà, même si un certain nombre de ces exilés tient à conserver une prudente distance politique avec les autorités du Parti, elle s'est engagée dans une politique expansionniste qui, réalisée sous une forme "*soft*" comparable à une flaque d'eau qui s'étale insidieusement, n'a rien à envier aux grandes puissances coloniales de jadis. Cette poussée vers les pays de la région peut s'expliquer par le concept, toujours d'actualité, des "cercles concentriques" dans lequel l'Empereur était traditionnellement le centre du monde.

Deuxième puissance économique mondiale, adepte d'un "socialisme de marché" alliant contrôle étatique et pratiques libérales, elle le premier partenaire commercial de la plupart des pays de la zone. La question se pose toutefois de savoir pendant combien de temps elle pourra encore conserver un tel niveau d'investissements extérieurs ?<sup>15</sup>

<sup>11</sup> Surtout les Missions Etrangères de Paris dont les prêtres ont été chassés de Chine après l'arrivée des communistes en 1949.

<sup>12</sup> Cf. tableau annexe 2

<sup>13</sup> "Quand la Chine s'éveillera ... le monde tremblera"

<sup>14</sup> « Se préparer au pire, Espérer le meilleur, Prendre ce qui vient. » Confucius (551 - 479 av JC).

<sup>15</sup> Cf. annexe 4

Les objectifs de mondialisation plus ou moins affichés - officiellement il s'agit d'une émergence pacifique et non d'hégémonisme même si leur objectif est bien, à terme, un monde sinisé - sont basés sur une forme de *soft power* :

- s'appuyer sur la diaspora omniprésente,
- disséminer la culture chinoise, renforcer la crédibilité de ses médias,
- développer les « instituts Confucius » (axés actuellement sur l'Afrique et l'Amérique du Sud),
- renforcer la fierté des Chinois et lutter contre la *soft power* et l'hégémonie des occidentaux.

Sans doute tant pour leur mise en œuvre qu'en réaction aux mouvements d'humeur d'une population à la recherche "d'un monde meilleur" les autorités chinoises semblent vouloir refaire du nationalisme une cause nationale. On assiste à une montée en puissance de l'identité chinoise : défense de la culture, du "rêve chinois", piété filiale, "hérédité rouge", reportages journaliers sur les forces armées. Cette réactivation pourrait aussi s'expliquer par la nécessité de trouver une diversion face aux tensions internes croissantes et aux revendications des travailleurs qui n'hésitent plus à manifester contre les autorités corrompues et à se mettre en grève pour obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail.

Cette remontée nationaliste jointe aux prétentions hégémoniques chinoises entraîne un même phénomène dans nombre de pays de la région<sup>16</sup> qui, pour être protégés, recherchent l'alliance américaine.

Engagée dans la mise en place d'un glacis maritime protégeant ses approches par des revendications parfois agressives sur un certain nombre d'îles, elle protège vigoureusement ses principales routes d'importation (approvisionnements asiatiques et africains) comme le détroit de Malacca, enjeu majeur de l'économie mondiale avec ses 65000 navires annuels.<sup>17</sup>

Sur le plan militaire, selon les experts, la Chine serait en phase de "transition", de "formation" et "d'adaptation technique" et son budget militaire, qui atteindrait 143 milliards de \$ US est devenu le deuxième budget mondial<sup>18</sup>. Cependant, il lui reste un certain nombre de défis importants à relever :

- formation des troupes et compétences des personnels,
- mise en œuvre des nouveaux matériels,
- problèmes de commandement, en particulier quasi inexistence de sous-officiers,
- absence de coopération interarmes et d'expérience opérationnelle.

Nul doute que ce ne soit là qu'une question de temps. Des capacités croissantes et une multiplicité d'enjeux s'ajoutant à une volonté politique devraient accélérer le processus. Toutefois, n'en ayant pas encore les moyens, elle n'est pas prête à provoquer un conflit armé et préfère attendre son heure, celle où, après les puissances occidentales et américaine, elle espère dominer le monde.

Il est également important de se souvenir que, selon la Constitution, l'armée (avec ses 2,3 millions de militaires auxquels s'ajoutent la police (800 000), les 500 000 réservistes et les 6 à 7 millions de miliciens) a pour rôle premier non la défense du territoire mais celle du Parti qui la contrôle étroitement par l'intermédiaire d'une Commission Militaire présidée par le Premier Secrétaire du P.C.C.

Par ailleurs, certains se demandent ce qui arrivera le jour où le P.C.C., sûr de lui et expansionniste, sera confronté à un Islam non moins sûr de lui et expansionniste. Il existe déjà des tensions avec les Musulmans chinois mais qu'en sera-t-il face à une expansion de l'Islam – dont le prosélytisme est connu – sur son propre territoire ? Que pourra-t-il sortir d'un tel affrontement ?

## 1.2 - Le Japon

Discret sur le plan stratégique depuis la fin de la Seconde Guerre, il se contentait de faire sentir son poids économique. Bien que son rôle commercial important jusque récemment semble de plus en plus battu en brèche par la Chine, il reste un acteur majeur de la zone compte tenu de ses intérêts et de son rôle de partenaire des Etats-Unis - avec lesquels il bénéficie, depuis 1951, d'un Traité de Défense - dans les domaines militaire et géopolitique.

Face aux tensions croissantes générées par la Chine dans la région depuis une quinzaine d'années, il a adopté une attitude plus proactive. Trois menaces pèsent sur lui : d'une part une remise en cause de sa souveraineté contestée par la Chine pour des raisons économiques et stratégiques notamment sur les îles

<sup>16</sup> Plusieurs ministres – dont le Premier – et de nombreux parlementaires se rendent régulièrement au sanctuaire shintoïste controversé Yasukuni à Tokyo, où sont honorées, au cœur de Tokyo, les âmes de 2,5 millions de soldats morts pour le Japon.

<sup>17</sup> Une publication de 2013 diffusée à Guangzhou, "The Chinese Navy's maritime escort operations" précise l'engagement de 39 navires pour l'essentiel destroyers ou frégates dans cette mission navale "forte et pacifique".

<sup>18</sup> Parmi ces dépenses, il faut noter la montée de la Marine ainsi que le poids croissant des officiers de marine au Comité Central du Parti Communiste Chinois dont ils représentent 25% des membres.

Senkaku / Diaoyu et par la Corée du Sud sur les îles Dokdo / Takeshima, d'autre part la pression exercée par la Chine sur ses lignes de communication aériennes et maritimes - vitales pour son économie - vers le sud et le sud-ouest, enfin les missiles balistiques à tête nucléaire de la Corée du Nord.

Pour faire face à cette situation, le Japon a élaboré une stratégie selon trois axes :

- un resserrement des liens avec les USA concrétisé par une mise à jour du traité de défense de 1951 qui sera signée en 2014 et s'accompagnera de la livraison d'armements perfectionnés ainsi que d'un redéploiement des forces américaines payé par le Japon.
- le développement de partenariats stratégiques avec les pays rencontrant les mêmes difficultés face à la Chine : l'Indonésie (2006), le Viet Nam (2010), les Philippines (2011) mais également un rapprochement avec la Corée du Sud alliée des USA et l'Inde contrepoids naturel de la Chine. Il aide financièrement ses partenaires pour l'acquisition des moyens militaires notamment maritimes, l'essentiel des différents portant sur la délimitation des zones marines. Le budget consacré à cette fin décuplera dans les années à venir. Pour contrer la stratégie de la Chine qui prône les échanges bilatéraux afin de tirer un profit maximum de son poids politique et économique, il se fait aussi l'avocat de démarches diplomatiques multilatérales, notamment dans le cadre de l'ASEAN,
- un renforcement continu, conformément à la "*2011-2015 Defense Policy Guidance Line*", de son appareil militaire et notamment sa marine devenue la quatrième du monde. Encore lui faudra-t-il redéfinir le cadre d'emploi de ces forces qualifiées jusqu'à présent "d'auto défense". L'actuel Premier Ministre, Shinzo Abe, arrivé au pouvoir à la fin de 2013 sur un programme nationaliste alors que la crise était déjà en cours, souhaite amender l'article 9 de la Constitution qui impose au pays de sévères restrictions en matière militaire.<sup>19</sup> Bien qu'ayant déclaré, le 22 janvier 2014 lors du Forum de Davos, sans citer directement la Chine : « *les dividendes de la croissance ne doivent pas être effacés par l'expansion militaire* » (alors que ces deux pays ont augmenté de façon significative leurs budgets militaires, indiquant le niveau de tension croissante entre les N° 2 et 3 de l'économie mondiale), il ne peut décevoir ses électeurs et guette donc l'incident qui justifierait une telle démarche qui ne fait pas l'unanimité tant dans le pays que chez ses voisins où les plaies de la Deuxième Guerre mondiale restent vives.

### 1.3 - L'Inde

A bien des égards l'Inde peut nous paraître un pays à paradoxes. C'est un vaste pays de l'échelle d'un continent, surpeuplé (1 milliard d'habitants), composé de régions différentes dans leurs traditions et cultures (4 grandes familles), leurs langues (1652 dont l'Hindoustani retenue comme langue principale) et leurs religions (8 religions dominantes dont certaines sont polythéistes). C'est une fédération de 28 états et 7 territoires, volontairement tournée vers l'avenir mais qui, à l'intérieur, reste sujette à des révoltes qui ternissent les images de non violence portées au monde par le Mahatma Gandhi et le président Nehru.

Très actif, ce pays développe son industrie et accède très tôt au nucléaire. Se voulant indépendante elle reste sourde aux conseils et mises en garde, ignorant même ceux des U.S.A. dont elle recherche pourtant l'alliance. Bien que "pays non aligné", elle envisage de passer avec les grandes puissances : Chine, USA, Russie et Europe des accords qui auront également une connotation de politique sécuritaire et, dans le contexte mondial actuel, ne peut se désintéresser de l'Asie du Sud-Est que ce soit par soucis économiques, pour des raisons politiques ou pour asseoir sa sécurité.

Pour nourrir son énorme population, l'Inde doit développer son agriculture vivrière. Si certains secteurs sont encore insuffisants, d'autres (coton, thé, riz, céréales, ...) sont excédentaires et font l'objet d'exportations vers l'Europe mais aussi vers le Sud-Est Asiatique dans le cadre de l'ASEAN - qu'elle avait pourtant refusé d'intégrer lors de sa formation en 1960 - qui représente un marché de 600 millions d'habitants disposant d'un P.I.B de plus de 1600 milliards de dollars et avec qui elle a signé des accords visant à construire d'ici à 2015 un marché unique - prévoyant la quasi suppression des tarifs douaniers et près de 1800 milliards de dollars d'échanges – qui concernera non seulement l'agriculture mais aussi l'industrie (l'Inde étant un grand fournisseur de véhicules automobiles mais aussi de petites mécaniques).

La Chine représente pour l'Inde une menace sur ses frontières nord (Cachemire) qu'elle voudrait bien désamorcer. Fidèle à son esprit "pacifique", elle pense que des accords sur l'Asie du Sud-Est avec la Chine pourraient l'aider dans ces négociations. Mais c'est surtout avec les U.S.A. et, à un degré moindre avec la Russie, qu'elle trouve des alliés intéressants, ces deux grandes puissances étant également

<sup>19</sup> "Le peuple japonais renonce.....à l'usage de la force comme moyens de règlement des différents internationaux." Article 9 Constitution.

inquiètes de voir la Chine avancer ses pions vers le Sud et développer en océan Indien une série de bases navales : le "collier de perles". Celui-ci entoure les côtes indiennes et pourrait, au besoin, contrôler les trafics des grandes voies maritimes qui, du Moyen Orient au Japon en passant par le Sud-Est Asiatique et les détroits, permettent les approvisionnements énergétiques mondiaux. C'est une menace qui, comme celle de la piraterie dans les détroits indonésiens, ne doit pas être négligée. Le monde a eu l'habitude, pour y faire face, de se reposer sur la marine américaine (V<sup>e</sup>, III<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> flottes présentes dans ces secteurs). La marine Indienne, vieillissante, est en cours de renouvellement et les U.S.A. comptent sur elle pour les aider à contrôler et sécuriser le trafic. Il s'agit là d'une transformation de la politique militaire indienne qui, grâce à des importations massives et au développement d'une industrie militaire nationale évolue d'une mission originelle de protection du territoire vers une capacité de projection, ce qui ne manquera pas d'avoir de nombreux impacts sur la géopolitique régionale voire mondiale.

Sans renier son esprit pacifique de non aligné et tout en faisant face à ses contradictions et aux rébellions internes, l'Inde, considérée par certains<sup>20</sup> comme la seule capable de s'opposer efficacement aux vellétés chinoises, sera, à n'en pas douter, dans son propre intérêt et celui de ses alliés, amenée à jouer un rôle de premier plan dans cette partie du monde qui devrait encore se développer.

## 2/ De multiples conflits potentiels et/ou larvés<sup>21</sup>

### 2.1 – Conflits territoriaux

Tous ces facteurs discordants génèrent des conflits internes qui montent en puissance : les unités nationales sont fragiles voire inexistantes (le record de complexité semblant atteint par les Philippines avec 80 provinces et 39 villes autonomes). Ces situations sont souvent aggravées par une corruption endémique associée au népotisme et à des tensions permanentes entre factions politiques ou religieuses concurrentes. Ainsi en est-il, par exemple, des affrontements opposants, dans le nord de Sumatra divers groupes au pouvoir central indonésien ou des récentes émeutes anti-corruption en Thaïlande.

Le caractère souvent artificiel de frontières ayant coupées, arbitrairement, ethnies et communautés participe également à l'exacerbation de ces conflits.

Toutefois, on constate aussi que, lorsque des pays intéressés par un problème commun décident de coopérer, ils parviennent à former une communauté d'intérêt agissant de manière cohérente pour en venir à bout. C'est ainsi qu'a été en grande partie maîtrisée la piraterie maritime dans les détroits de Malacca, de Singapour et les îlots du sud de la mer de Chine.

Parmi les conflits actuels, plus ou moins ouverts, on peut citer entre beaucoup d'autres :

- concernant la Malaisie : un affrontement avec l'Indonésie au sujet des îles Sulawesi également revendiquées par les Philippines, une tension - qui date de 1878 ! - avec les Philippines concernant la province du Sabah (partie nord de Bornéo) et qui risque de se ranimer après la reconnaissance par Manille d'un certain niveau d'autonomie aux îles du sud contrôlées par le Front Islamique Moro.
- concernant l'Indonésie : des tensions avec Singapour au sujet de l'île de Batam et de ses eaux. Notons aussi que si le Timor oriental, sous tutelle indonésienne de 1975 à 2002, a reconquis son indépendance en 2002 après un conflit sanglant, des contentieux subsistent entre les deux Etats.
- concernant le pétrole : en dehors du sultanat de Brunei, seules l'Indonésie et la Malaisie bénéficient de ressources pétrolières et gazières suffisamment importantes pour leur permettre de se développer et prétendre au statut de pays émergeant. Fréquemment sous-marines, ces réserves engendrent de nombreux conflits et revendications dont les plus emblématiques sont ceux situés en Mer de Chine.

### 2.2 - Conflits sur fond religieux.

Aux Philippines, les tensions entre religions, qui datent de l'ère coloniale, se sont accrues durant les dernières décennies avec l'arrivée de groupes islamistes fondamentalistes : Moro National Liberation Front (MNLF), Moro Islamic Libération Front (MILF) et Abu Sayyaf (classé comme organisation terroriste) - s'opposant à la fois entre eux et aux autorités centrales.

De même, depuis quelques années les relations entre les communautés catholique et musulmane se sont dégradées en Indonésie devenue un pays dans lequel une certaine évolution de l'Islam peut inquiéter.

<sup>20</sup> Cf. Revue Défense, N° 163 - Juillet/Août 2013 p. 16 et suivantes.

<sup>21</sup> Pour tous les conflits, voir le cahier de cartes en annexe 5.

La situation est différente au Vietnam puisque c'est contre le pouvoir central athée que doivent se "battre" les religions. Si le gouvernement n'a pas entrepris l'éradication des religions asiatiques voisines du bouddhisme, il n'en a pas été de même pour le Catholicisme considéré par le Parti Communiste comme une forme de colonisation occidentale lors de sa conquête du pouvoir. Cependant, contrairement à la Chine, il n'y a pas eu de mise en place d'une Eglise Patriotique inféodée au pouvoir et le catholicisme romain a été progressivement de nouveau toléré (sept grands séminaires en 2011). On peut donc penser, alors que la pratique religieuse reste très surveillée et que plusieurs condamnations ont été prononcées ces derniers mois, qu'une atmosphère propice à la réconciliation et au dialogue est possible même si l'évolution du pouvoir vers plus de démocratie et de dialogue paraît très limitée et que la révision de la Constitution entrée en vigueur le 1er janvier 2014 a maintenu un article 4 qui affirme le caractère dominant du Parti Communiste et justifie le système du parti unique.

### 2.3 – Une situation explosive : la mer de Chine.

Le gouvernement chinois a récemment créé en Mer de Chine Orientale une "zone d'identification aérienne" prolongeant unilatéralement son espace aérien et proclamant ainsi ses prétentions sur l'archipel de Senkaku (Diaoyu pour les Chinois) administré par le Japon qui a refusé net cet oukase. Cet excès de nationalisme peut s'expliquer par le fait que le Japon est plongé dans un marasme économique et que la Corée est toujours coupée en deux. La Chine cherche ainsi à asseoir sa domination sur la région et à tester l'alliance militaire des USA avec un Japon que son gouvernement actuel, considérablement gêné par une Constitution "pacifiste", rêve de voir redevenir une grande puissance militaire.

La mer de Chine méridionale qui s'étend de Singapour à Taïwan est devenue un lieu hautement stratégique tant car c'est une des routes maritimes les plus fréquentées au monde (trois fois le trafic du canal de Suez) que par ses eaux très poissonneuses et par que les ressources naturelles que recèlent ses fonds. Cette situation excite les ambitions des états riverains et il en résulte des tensions pouvant aller jusqu'à l'affrontement (abordage par une frégate chinoise d'un navire scientifique vietnamien réalisant des sondages au large des îles Paracelles faisant une cinquantaine de victimes parmi les marins vietnamiens).

Le conflit implique différentes îles et archipels coralliens : les archipels Spratleys et Paracelles, les îles Patras, le récif Scarborough et le banc de sable Macclesfield revendiqués en parties ou en totalité par la Chine, Taiwan, les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie et Brunei. Occupées militairement ou inhabitées, ces îles sont considérées comme des points chauds pouvant provoquer une guerre à cause de la politique agressive de la Chine qui consiste à annexer les îlots et à y poser des marqueurs de souveraineté.

En effet, se prévalant de titres historiques et s'appuyant sur le principe juridique de la délimitation du plateau continental permettant d'étendre sa frontière jusqu'à 350 milles marins, la Chine, considérant que cet espace constitue une protection naturelle de son territoire face aux agressions, revendique la totalité de la Mer de Chine<sup>22</sup>. Cette prétention est contestée par les autres pays riverains qui se fondent, eux, sur la Convention de Montégo Bay du 10 décembre 1982 sur l'établissement d'une Zone Economique Exclusive jusqu'à 200 milles marins. Il faut noter ici qu'aucune de ces définitions n'est applicable quand les distances maritimes entre les pays concernés sont inférieures à ces valeurs, une négociation s'imposant alors pour fixer les limites.

Sous l'égide de l'ASEAN, un accord avait abouti au renoncement de construction de nouvelles bases militaires sur les îles convoitées et à l'engagement d'informations mutuelles de tout mouvement militaire mais il fut rapidement violé par la Malaisie et la Chine qui occupe entièrement les îles Paracelles jusqu'à alors gérées par le Vietnam.

Les conflits qui opposent la Chine aux Etats du Sud-Est asiatique illustrent l'évolution du rôle et de la puissance de ce pays ainsi que les évolutions des rapports de force avec les USA. Le litige concernant le contrôle aérien en Mer de Chine Orientale avec le Japon, la Corée du Sud et la communauté internationale est significatif en la matière. Se montrant de plus en plus agressive, considérant que la zone allant du détroit de Malacca à la mer Jaune est son arrière cour et entendant y faire la loi<sup>23</sup>, elle modernise sa marine qui, bien qu'encore très inférieure à celle des USA, pourrait intervenir dans une guerre

<sup>22</sup> « Il est temps que nous allions à l'étranger défendre nos intérêts stratégiques avec notre armée » déclaration de l'amiral Wu Shengli commandant en chef de la marine chinoise en décembre 2008.

<sup>23</sup> Un fin connaisseur brestois de la chose sous-marine déclarait récemment : « Je pense qu'il faut rester pragmatique. Cette zone est "l'elbow room" des chinois. Son contrôle, outre l'aspect économique officiellement revendiqué, permet l'accès aux grands fonds à leurs SNLE. C'est la crédibilité de la permanence de la dissuasion embarquée (grands fonds = invulnérabilité), qu'ils seront techniquement à même d'assumer dans quelques années, qui est en jeu.»

asymétrique. La question se pose toutefois de savoir si elle a réellement l'intention d'en faire la première marine du monde devant celle des Etats-Unis ou si elle entend "seulement" en faire une force à haut potentiel de nuisance ?.<sup>24</sup>

Cette situation conflictuelle qui pourrait rapidement dégénérer dans une mer de Chine devenue poudrière n'est pas sans inquiéter bien au delà des limites de la zone.

### 3/ Ambitions militaires et forces armées en présence <sup>25</sup>

Le statut de l'Asie-Pacifique, zone économique la plus peuplée et dynamique du monde, subit le revers des disputes territoriales en cours qui, tout comme les inquiétudes face au développement militaire de la Chine, encouragent les dépenses en matière de défense. Certains y voient une course aux armes mais il serait plus juste de les qualifier de mise à niveau de leurs équipements par des pays poussés par la chasse aux ressources, des recettes publiques à la hausse et des marchés en déclin ailleurs dans le monde.

Selon une étude publiée en février 2014 par le groupe IHS<sup>26</sup>, les dépenses militaires mondiales tirées par la Russie, l'Asie et le Moyen-Orient sont en hausse, atteignant 1 538 000 milliards \$ en 2014.

En 2013 le budget militaire chinois était de 139 milliards de dollars. En 2015 la Chine dépensera plus pour sa défense que le Royaume-Uni, la France et l'Allemagne ensemble.

L'Asie est la seule région à avoir augmenté continuellement ses dépenses militaires. La région Asie-Pacifique sans la Chine dépassera l'Europe occidentale en 2015 avec des augmentations notables attendues en Australie, en Inde et en Corée du Sud alors que la baisse des dépenses militaires américaines devrait s'accélérer, passant de 664 milliards de dollars en 2012 à une prévision de 535 milliards en 2015.

La France maintient sa sixième position dans le classement réalisé par IHS Jane's qui, toutefois, voit ses dépenses militaires décroître de 53 milliards de dollars en 2013 à 52 milliards en 2015.

2014 s'annonce semblable. Il est difficile de savoir si les gouvernements, qui ont des intérêts dans la région, détiennent des réponses aux questions stratégiques dont la montée en puissance de la Chine, le futur de l'Afghanistan, le programme d'armement nucléaire de la Corée du Nord ou les multiples disputes territoriales. Cependant, le "*shift in focus*" ou rééquilibrage des États-Unis du Moyen Orient vers l'Asie-Pacifique est un changement important qui ne sera pas sans conséquences.

En même temps que les revendications chinoises s'intensifient, les pays de l'ASEAN renforcent leurs capacités de surveillance, en particulier par l'amélioration des systèmes de radar du littoral.

La Malaisie a beaucoup investi dans sa nouvelle base navale à Bintulu, située à 50 milles marins (80km) du banc de récifs de James Shoal revendiqué par Beijing qui considère que ce banc de récifs et le petit îlet en son centre - sur lequel a même été construit, en 2010, un petit monument pour le déclarer terre chinoise - marquent la limite sud de son "territoire inaliénable". L'intérêt stratégique de la base est évident en cas de conflits à Sabah (Bornéo) où les Forces Armées Malaisiennes sont intervenues face aux groupes séparatistes de l'archipel de Sulu. Le projet d'achat d'un BPC type Mistral français ou Dokdo sud-coréen a été mis en attente pour des raisons budgétaires mais les échanges avec les États-Unis pour l'achat d'équipements et de navires d'occasions se poursuivent.

Le Vietnam, confronté à la puissance chinoise dans la mer de Chine du Sud, a reçu son premier sous-marin russe classe 'Kilo' d'une série de six et a signé un accord pour deux corvettes sur quatre de la classe Damen Schelde SIGMA 9814 tout en annonçant l'achat supplémentaire de douze avions Su-30MK2 qui seront livrés entre 2014 et 2015.

L'Indonésie, archipel le plus important du monde avec plus de 17 000 îles a, pour cette raison, besoin de forces navales puissantes et bien équipées. Celles-ci disposent actuellement de six frégates, d'une vingtaine de corvettes et de deux sous-marins construits en 1981. Elle va prochainement récupérer trois autres corvettes conçues par le groupe britannique BAE Systems (initialement destinées au Sultanat de Brunei), vient de commander trois sous-marins à la Corée du Sud et entend développer une industrie nationale après s'être doté des infrastructures nécessaires à Surabaya<sup>27</sup>. Par ailleurs, une base sous-marine a récemment été inaugurée à Sulawesi (Célèbes) à proximité de l'Archipelagic Sea Lane (ASL), une voie maritime qui, outre le fait qu'elle soit importante pour l'Australie, permet de relier le Moyen Orient à l'Asie du Nord et débouche sur la mer de Chine méridionale, plus précisément sur Ambalat, région

<sup>24</sup> Cf. revue Marine et Océans N° 243, Avril/Mai/Juin 2014, p. 30 et suivantes.

<sup>25</sup> Pour une étude plus détaillée, cf. annexe 6

<sup>26</sup> Dépêche A.F.P. du 04 février 2014

<sup>27</sup> Déclaration du ministre de la Défense indonésien, Purnomo Yusgiantoro, le 12 juin 2013.

indonésienne en partie revendiquée par la Malaisie, pays qui s'est également doté de sous-marins modernes : des Scorpènes de DCNS<sup>28</sup>. En plus de ses forces navales, l'Indonésie a reçu une première livraison de chars allemands, s'est engagé pour l'achat de huit Boeing AH-64E Apaches des États Unis alors que les premiers avions d'entraînement d'origine sud-coréenne (T50i Golden Eagle) sont arrivés à la base aéronavale d'Iswahjudi dans l'est de Java en septembre 2013.

Les grands projets d'acquisitions des Forces Armées des Philippines (AFP) sont revus à la baisse, voire annulés, en raison du typhon Haiyan de novembre 2013. Il est ironique que celui-ci ait à la fois révélé le besoin de moderniser l'AFP tout en retardant la réalisation par ses conséquences désastreuses. Ce besoin restera une motivation récurrente tant que Manille n'investira pas dans les moyens nécessaires pour organiser une assistance adéquate lors de tels désastres.

Les forces armées Singapouriennes maintiennent leur niveau d'excellence en tant que référence régionale dans le domaine des capacités militaires. Le Ministre de la Défense Ng Eng Hen a révélé en septembre 2013 une prochaine mise à niveau de leurs avions de combat Lockheed Martin F-16C/D tandis qu'un porte-parole de l'US Air Force annonçait que Singapour étudiait le projet d'investir dans des Lockheed Martin F-35 STOVL<sup>29</sup>, c'est à dire des aéronefs à décollage court et atterrissage vertical. En ce qui concerne les moyens maritimes, un contrat pour la construction de huit nouveaux patrouilleurs de 80 mètres a été signé avec Singapore Technology Engineering Ltd. Ils participeront au renforcement de la flotte Singapourienne dans ses eaux territoriales, en particulier dans le "*Malacca Straits*".

#### 4/ Des intervenants extérieurs

##### 4.1 - Les Etats-Unis

Analyser le rôle des U.S.A. dans le Sud-Est asiatique revient à étudier les oppositions sino-américaines dans cette partie du monde que, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les Etats-Unis ont toujours considéré comme un terrain réservé y disposant d'un nombre important de bases navales et aériennes (60% de leurs flottes aérienne et navale y sont stationnés).

Les Américains, héritiers d'exilés et d'immigrés devenus conquérants, vainqueurs de conflits mondiaux et régionaux, pouvant même dans la pensée de certains se situer dans un contexte religieux messianique sont devenus la première puissance mondiale loin devant les vieilles nations européennes ruinées qui ne se sont rétablies qu'avec peine de leurs guerres. Disposant d'atouts militaires convaincants et d'imposants moyens diplomatiques, ils peuvent imposer leurs volontés par la force, servir de remparts à leurs alliés et n'entendent pas abandonner leur vision hégémonique mondiale. Toutefois, leur phénoménal niveau d'endettement (103% du PIB) - détenu pour une part importante par la Chine - pourrait s'avérer devenir un obstacle à leurs ambitions en ces domaines.

Ainsi donc dans cette région, les Américains déploient-ils des bases militaires notamment au Japon (pays depuis toujours en différend avec la Chine), s'intéressent aux richesses naturelles locales et recherchent des alliances complémentaires avec les pays de l'ASEAN mais aussi avec l'Inde. Le centre d'intérêt des USA s'étant déplacé depuis quelques années de l'Europe vers l'Asie, ils y déploient leurs forces navales après les avoir renforcées d'éléments précédemment engagés dans la Zone Atlantique désormais bien contrôlée par leurs alliés de l'OTAN. Ils surveillent les détroits : Malacca, La Sonde, Lombok eux même stratégiques pour la Chine. Ils suivent les puissances émergentes comme l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines. La tension résultant des événements opposant, en ce début 2014, la Russie à l'Ukraine entraînera-t-elle une nouvelle inflexion de leur politique ?

En Asie se joue une partie du "Grand jeu Sino-Américain"<sup>30</sup> et, dans une dizaine d'années, la puissance chinoise aura rattrapé ici celle des Américains. Pour autant, malgré les tensions les deux parties ne devraient pas s'engager dans un conflit armé mais, au contraire, rechercher une collaboration d'intérêts bien comprise par les deux camps.

##### 4.2 - L'Union Européenne

Si quelques traces des anciennes puissances coloniales (Royaume Uni, France, Pays Bas, Espagne, Portugal....) perdurent dans les domaines architecturaux, culturels, religieux, ... on doit constater

<sup>28</sup> Source : opex360.com

<sup>29</sup> STOVL : Short Take-Off and Vertical Landing

<sup>30</sup> Cf. Le grand jeu sino-américain de Bernard MARECHAL et Le dessous des cartes de Jean-Christophe VICTOR.

cependant que leur présence en a quasiment disparu. Alors que la compétition en matière d'armement est féroce et les préoccupations diplomatiques et économiques au niveau des Etats membres toujours présentes, il est évident que l'absence d'une politique européenne coordonnée en Asie du Sud-Est constitue un sérieux handicap.

La Commission Européenne entretient des liens multilatéraux avec l'Asie à travers les Sommets Asie-Europe (ASEM), processus informel de dialogue et de coopération réunissant, tous les deux ans, les Etats membres de l'UE avec 16 pays d'Asie permettant d'aborder des sujets politiques, économiques et culturels. On identifie trois domaines d'actions : un mécanisme de dialogue (mise en réseau), la Fondation Asie-Europe (ASEF) et un réseau d'information transeurasien, développement d'un projet France-Corée.

L'Asie, théâtre de crises complexes et de tensions multiformes, à la stabilité incertaine, est l'objet d'un enjeu stratégique et politique. Si l'ASEAN constitue un partenaire naturel et privilégié de l'U.E., l'Indonésie, plus grande démocratie musulmane et à la recherche d'une reconnaissance internationale, peut se révéler un efficace partenaire de dialogue régional.

Frappée par la crise économique actuelle, l'Asie a pris une part active à la recomposition du système bancaire, économique et financier international. Sur le plan financier sa montée en puissance est visible à travers l'introduction en bourse de plusieurs groupes d'envergure internationale.

Dans cette région où se rencontrent des défis extrêmes en matière de changement climatique et d'environnement auxquels il n'existe pas, actuellement, de réponse régionale coordonnée, l'UE pourrait avoir, dans le domaine de l'environnement durable, une action menant à réduire les blocages entre pays.

Alors que les échanges scientifiques et culturels sont importants d'autant que les liens (accueil d'étudiants et de scientifiques, jumelages) entre universités, instituts de recherche et entreprises sont très forts, l'U.E. ne peut rester indifférente aux multiples difficultés auxquelles l'Asie reste durablement confrontée : violations des Droits de l'Homme, contentieux territoriaux et religieux, migrations forcées, stupéfiants, corruption, criminalité et terrorisme et se doit de lui apporter son aide pour en venir à bout.

### 4.3 - La France<sup>31</sup>

Consciente de l'intérêt des pays de cette zone qui apparaît dans le Livre Blanc de 2013, la France veut faire de la région Asie-Pacifique un axe prioritaire d'action diplomatico-économique pour laquelle elle peut s'appuyer sur la présence de citoyens français installés dans la zone (50 000 résident en Chine). Présente, entre autres, dans les domaines de l'armement, de la sécurité et de la recherche pétrolière, l'enjeu est capital pour elle et plusieurs pays de la zone ont été déclarés prioritaires pour les exportations françaises. Alors que celles vers les pays de l'ASEAN sont équivalentes à celles vers la Chine, elle y rencontre une concurrence plus ou moins vive d'autres pays occidentaux comme l'Allemagne.

La France a été le premier pays européen à adhérer au Traité d'Amitié et de Coopération en Asie du Sud-Est (2007). Des accords de partenariat stratégique ont été conclus avec Singapour, l'Indonésie (2011), le Vietnam (2013), les Philippines, la Thaïlande et la Birmanie. Toutefois la réduction du budget de l'Alliance Française, conséquence de celle des Affaires Etrangères, ne permet plus d'assurer un rayonnement culturel à hauteur de nos ambitions ce qui est un sérieux handicap.

La France possède également dans la zone Asie-Pacifique une importante Zone Economique Exclusive qu'elle tente de surveiller et d'exploiter avec les moyens dont elle dispose.

Nous illustrerons notre propos par deux exemples : les relations économiques avec l'Indonésie et la Coopération de Défense avec Singapour.

#### 4.31 - Relations économiques avec l'Indonésie.

Le commerce extérieur de l'Indonésie qui s'élève à 371 Mds de dollars a marqué une pause en 2013 en raison d'un ralentissement des exportations lié à une moindre demande mondiale et à une baisse des prix des matières premières.

La France, au 7<sup>e</sup> rang des pays de l'U.E. pour les exportations et au 20<sup>e</sup> pour les importations, exporte du matériel de transport, des équipements mécaniques, électriques et informatiques, des produits cosmétiques et chimiques. De leur côté, les importations concernent des produits textiles et chaussants, des biens d'équipement (produits ménagers, informatiques). Si les produits de l'industrie agroalimentaire restent bien placés, ceux issus de l'agriculture, des forêts et de la mer sont en baisse. En 2013, le solde commercial de la France avec l'Indonésie est positif pour la première fois depuis dix ans.

<sup>31</sup> Cf. annexe 7

Sur le plan économique, la France se place parmi les dix premiers investisseurs. Les flux français, quoique faibles, sont en hausse. Quant aux flux en provenance de l'Indonésie, ils sont nuls.

#### **4.32 - Coopération de défense entre la France et Singapour<sup>32</sup>**

La France est le deuxième fournisseur d'équipements de défense de Singapour (lequel est, de son côté, notre deuxième partenaire bilatéral de recherche en technologie de défense) qui consacre le quart de son budget (7,9 Mds € en 2012) à sa sécurité et dont la position à l'entrée du détroit de Malacca en fait un partenaire militaire et industriel privilégié dans une zone traditionnellement sous influence américaine. La construction, de 2000 à 2009, de six frégates furtives s'est déroulée à la satisfaction des deux partenaires et cette coopération de défense occupe une place centrale dans nos relations bilatérales.

Les relations dans le domaine de la défense sont excellentes, stimulées depuis 1998 par quatre comités interarmées, des relations directes entre les Etats-Majors, la participation en juin 2012 et 2013 du ministre de la Défense aux sessions du Dialogue Shangri-La sur les questions régionales de sécurité et l'affectation, depuis la création de ce centre clé dédié à la sécurité maritime régionale en 2009, d'un officier de liaison Français auprès de l'Information Fusion Center (IFC) de la marine Singapourienne.

Armée de l'Air et Marine Nationale participent fréquemment à des exercices conjoints. Depuis 1999, un escadron de F-16 stationne en permanence à Cazaux (Gironde) pour la formation initiale des pilotes tandis que les bâtiments français font régulièrement escale et sont présents au salon IMDEX<sup>33</sup> à Singapour dont la base navale de Changi a accueilli, en juin 2013, ceux de la campagne Jeanne d'Arc.

### **Conclusion : Quel avenir pour la zone ?**

#### **1 - Des tentatives de coopération**

La complexité généralisée des pays de la zone, amplifiée par des relations pas toujours cordiales, ne contribue pas à la création d'une zone apaisée. Si, au delà des accords bilatéraux passés entre eux, avec les puissances étrangères (USA, France) voire avec la Chine (Accord de coopération entre la Chine et le Timor Oriental du 14 avril 2014), ils sentent bien la nécessité de se rapprocher pour faire contrepoids à une Chine qui désire renforcer sa puissance dominante et participent tous à diverses organisations régionales économiques, culturelles, financière, ... on ne peut, pour autant, parler encore de la création d'une identité régionale.

Sans doute faudra-t-il pour cela que s'apaisent diverses tensions revendicatives (territoriales, ethniques et religieuses), qu'apparaissent entre eux un niveau de confiance suffisamment élevé et qu'ils parviennent à s'affranchir de la "tutelle" des USA qui entendent rester une des maîtres du jeu.

#### **2 – Une zone potentielle de conflits majeurs**

Comme il y eut l'attentat de Sarajevo en 1914 et le couloir de Dantzig en 1939, il pourrait bien y avoir, un prochain jour, un conflit du même ordre à partir des îles Senkaku que Japon, Chine et Taïwan se disputent âprement depuis quelque temps. A moins que ce ne soit pour la possession d'une zone, maritime ou non, riche en hydrocarbures ou ressources minières, une revendication territoriale ou ethnique en Indonésie, aux Philippines, ... ou en Corée dont la santé mentale du potentat de Pyongyang fait frémir lorsqu'on songe qu'il disposerait de l'arme nucléaire et il convient de garder un œil attentif et averti sur ces contrées lointaines théâtres potentiels d'un futur conflit majeur dont il faut espérer qu'il demeure virtuel.

Alors que le Japon et ses alliés, malgré leur volonté de s'armer, ne feraient pas le poids, quelles pourraient être, dans un conflit classique (non nucléaire), les réactions des puissances occidentales dans cette situation dont les théories actuelles désignent la Chine comme initiatrice ?

Les Etats-Unis ne semblent plus disposer des moyens adaptés à leurs ambitions traditionnelles et à la tenue de leurs engagements de sécurité de certains riverains. Il en est de même pour les autres acteurs majeurs internationaux (France, Royaume-Uni). Et, à supposer que ces moyens existent, la volonté d'intervenir serait-elle présente ?

La Russie, plus préoccupée à reconstruire l'ex Empire soviétique, ne semble guère concernée par ce théâtre au sud de l'Asie dans lequel elle est en conflit avec le Japon qui revendique le retour sous sa

<sup>32</sup> Source : <http://www.diplomatie.gouv.fr/> Mise à jour : 06.09.13

<sup>33</sup> International Maritime Defence Exhibition & Conference

souveraineté des îles Kouriles. Seule l'aggravation des tensions à la frontière sino-russe (fleuve Amour) ou dans la région de Vladivostok, dans une zone qui regorge de richesses pouvant attiser l'appétit chinois pourrait la faire changer d'avis.

A l'égal de ce qui se passe actuellement aux marches de l'Europe où les tensions russo-ukrainiennes sont "observées de très près" par les pays européens et les Etats-Unis qui, peut-être compte tenu de la dépendance énergétique des pays de l'UE et faute de volonté politique et de moyens adéquats, se contentent de mises en garde et de sanctions peu convaincantes, ne risque-t-on pas de se trouver face à une situation identique en cas de conflit majeur entre la Chine et un ou plusieurs Etat de la zone ? C'est une inquiétude<sup>34</sup> que nombre de chefs d'Etat de la région ont exprimé au Président Obama lors de la tournée qu'il vient d'y effectuer (avril 2014), justifiant ainsi leur volonté de poursuivre sans relâche leurs efforts d'armements et de rechercher une alliance avec l'OTAN.<sup>35</sup>

### 3 – Et la France dans tout ça ?

La France peut-elle se désintéresser de l'Asie du Sud-Est ? Peut-elle tourner le dos à ce lieu que Gérard Chaliand présente comme celui du "nouvel ordre du monde" ? Les entreprises françaises ont des opportunités à saisir dans le développement des infrastructures industrielles de transport et d'énergie (AREVA) et dans la fourniture d'armements (frégates) ou de flottes aériennes (AIRBUS). Mais sur quoi s'appuyer pour revenir dans une zone où Américains, Sud coréens, Japonais et Chinois ont pris une avance considérable ? La francophonie ? Peut-être mais c'est une fenêtre bien étroite. Toutefois, nous y avons quelques ancrages : la France est le deuxième partenaire européen des pays de l'ASEAN derrière l'Allemagne, Singapour notre troisième partenaire commercial asiatique et nous avons des partenariats importants au Vietnam par exemple pour moderniser la médecine hospitalière. On s'est aussi demandé si, à défaut d'une initiative européenne et au vu du peu d'intérêt réciproquement manifesté, à certaines époques, entre la France et les pays d'Asie du sud-est, une coopération ne pourrait se tisser entre régions maritimes comme la Bretagne et des districts d'importance comparable en Asie du Sud-Est ? Néanmoins, bien que quelques relations existent dans le domaine des Universités ou de la culture par exemple, elle ne peut s'envisager qu'avec patience et, en tout état de cause, dans l'unique mesure où le partenaire asiatique y verra l'intérêt financier qui demeure sa principale motivation. Notons cependant qu'une prise de conscience est en train de se faire jour dans le monde économique français comme le montre le Colloque organisé au Sénat le 25 octobre 2012 "Des marchés à découvrir ou à conquérir : l'Asie du Sud-Est".

Reste le problème géopolitique. Tout en ayant conscience que la France ne peut s'engager seule dans ce nouveau "grand jeu", qu'il nous faut penser "européen" et, peut-être, trouver là une raison supplémentaire de construire une véritable Europe politique et de défense, il ne nous est pas possible d'attendre passivement que celle-ci se mette en place. Pouvons-nous nous désintéresser de la protection des voies maritimes qui nous approvisionnent ? Pouvons-nous la confier uniquement aux Etats-Unis ? Poser la question c'est y répondre. Si l'ambition chinoise est bien de (re)devenir une thalassocratie tournée vers le Pacifique, notre présence importante dans cet Océan qui nous offre quelques points d'appuis certes éloignés mais réels justifie que nous nous intéressions aux évolutions en cours.

Le temps ne semble pas s'écouler de la même manière là-bas et ici. Dans ce monde irrémédiablement interdépendant et qui le sera de plus en plus, sans doute des efforts devront-ils être faits pour que le sablier s'écoulant un peu plus lentement ici et un peu plus vite là, un juste milieu apaisé puisse être trouvé et permette le développement de relations sereines et profitables pour chacun et pour tous.

<sup>34</sup> « L'obligation de notre Traité sur la sécurité du Japon est absolue. L'article 5 du Traité couvre tous les territoires sous administration japonaise, notamment les îles Senkaku », a déclaré le Président Obama à Tokyo le 23 avril 2014 ... mais ils ont aussi, par le Traité de Budapest de 1994 garanti les frontières de l'Ukraine ...

<sup>35</sup> Le mercredi 30 avril à Bruxelles, au siège de l'Otan, Shinzo Abe est venu faire la promotion de sa politique de "paix active". Pour l'Archipel, il s'agit de renforcer ses capacités de défense tout en rassurant ses voisins de la mer de Chine.

## ANNEXE 1

### LISTE DES ORGANISATIONS REGIONALES

**L'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN)** est une organisation politique, économique et culturelle fondée en 1967 qui regroupe l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour, la Thaïlande, le Brunéi, le Vietnam, le Laos, la Birmanie, le Cambodge. Le Timor oriental n'en fait pas partie.

#### **Définition de l'Association internationale du transport aérien (IATA)**

Pour les voyages internationaux, il faut se référer à la définition de l'Association internationale du transport aérien (IATA). Selon elle, l'Asie du Sud-est comprend : Birmanie, Brunei, Cambodge, Chine sans Hong Kong SAR et Macau SAR, Taïwan, Île Christmas, Îles Cocos, Guam, la région administrative spéciale (SAR) de Hong Kong, Indonésie, Kazakhstan, Kirghizistan, Laos, la SAR de Macao, Malaisie, Îles Marshall, Micronésie, Mongolie, Îles Mariannes du Nord, Palaos, Philippines, Russie d'Asie, Singapour, Tadjikistan, Thaïlande, Timor oriental, Turkménistan, Ouzbékistan, et Vietnam.

#### **Associations et sommets découlant de l'ASEAN :**

**Le Sommet de l'Asie de l'Est (EAS)** : forum asiatique annuel regroupant les chefs d'État de 16 pays d'Asie de l'Est avec l'ASEAN en position de meneur. Promotion de la coopération dans les domaines politique, économique, du développement, de la sécurité dans le domaine de l'énergie, éradication de la pauvreté et enfin promouvoir une meilleure compréhension culturelle.

**L'ASEAN Regional Forum (ARF)** : premier forum multilatéral pour des consultations officielles sur les questions de sécurité en Asie Pacifique. Initié en 1993, il regroupe désormais 26 membres.

**L'ASEAN Plus Trois** : rencontre entre l'ASEAN, la République populaire de Chine, le Japon et la Corée du Sud qui se tient durant les sommets de l'ASEAN.

**Le Dialogue Asie-Europe (ASEM)** : processus de dialogue informel créé en 1996, réunissant l'Union européenne et le groupe ASEAN + 3.

**La Zone de libre-échange de l'ASEAN (AFTA)** : accord entre les nations de l'ASEAN.

**L'ASEAN Interparliamentary Assembly (AIPA)** a pris la suite en 2007 pour une intégration nouvelle de la coopération inter-parlementaire dans la région de l'ASEAN Interparliamentary Organisation (AIPO), organisation parlementaire régionale, lancée en 1977, comprenant des délégations des Parlements des États de l'ASEAN (le sultanat de Brunei, qui n'a pas de Parlement, est membre de l'ASEAN, mais pas de l'AIPO).

**L'Asia-Pacific Economic Cooperation (APEC)** : promotion du commerce et de l'investissement dans le bassin asiatique.

**L'Asian Development Bank (ADB)** : promotion de la coopération économique régionale.

**L' Islamic Development Bank (IDB)** : promotion de l'entraide économique et du développement social. Les trois pays musulmans : Brunei, Indonésie et Malaisie y côtoient les autres pays musulmans du monde.

**L'Organization of Islamic Cooperation (OIC)** : promotion de la solidarité islamique dans les domaines économique, social, culturel et politique.

Diverses organisations dans les domaines de la culture et du sport.

**ANNEXE 2**  
**TABLEAUX POPULATIONS, ETHNIES, RELIGIONS**

**POPULATIONS**

Pays	Population (2013)	%	Pays	Population (2013)	%
Birmanie	49 120 000	8,0	Philippines	98 113 000	16,0
Brunei	420 000	0,1	Singapour	5 301 000	0,9
Cambodge	14 656 000	2,4	Thaïlande	70 243 000	11,5
Indonésie	247 188 000	40,3	Timor oriental	1 224 000	0,2
Laos	6 459 000	1,1	Viêt Nam	90 657 000	14,8
Malaisie	29 787 000	4,9	Total	613 167 000	100,0

**GROUPES LINGUISTIQUES ET ETHNIQUES**

Pays	Groupes ethniques
Birmanie	Birmans (68 %), Shan (9 %), Karen (6 %), Arakanais (Rakhines) (4 %), Chinois (3,4 %), Indiens (2 %), Môngs (2 %), autres (5 %)
Brunei	Malais (69 %), Chinois (18 %), <i>Orang Asli</i> (« indigènes ») (6 %), autres (7 %)
Cambodge	Khmer (94 %), Chinois (4 %), Vietnamiens (1 %), autres (principalement Chams) (1 %)
Indonésie	Javanais (45 %), Soundanais (15 %), Madurais et Malais (8 %), Chinois (2 %), autres (20 %)
Laos	Lowland Lao (56 %), Lao Theung (34 %), Lao Soung (10 %)
Malaisie	Malais et <i>Orang Asli</i> (60 %), Chinois (25 %), Indiens (10 %), autres (3 %)
Philippines	Philippins (95 %), Chinois (2 %), autres (3 %)
Singapour	Chinois (76 %), Malais (15 %), Indiens (7 %), autres (2 %)
Thaïlande	Thaïs (75 %), Chinois (14 %), Malais (4 %), Khmers (3 %), autres (4 %)
Timor oriental	Austronésiens divers, Papous, Chinois
Viêt Nam	Vietnamiens (88 %), Chinois (4 %), Thaïs (2 %), autres (6 %)

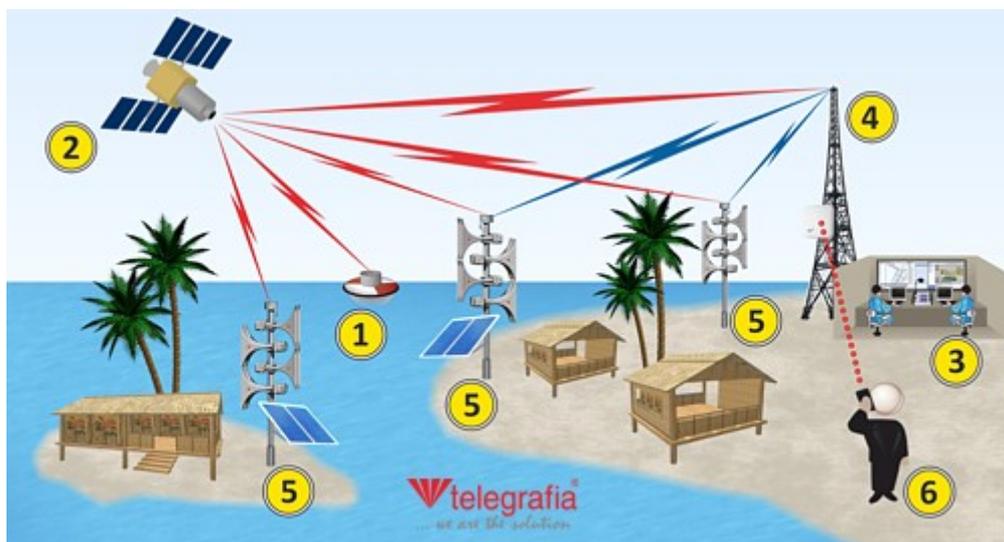
**RELIGIONS**

Pays	Bouddhisme (%)	Christianisme (%)	Islam (%)	Sans religion ou autres (%)	Total (%)
Birmanie	80.1	7.8	4.0	8.1	100.0
Brunei	8.6	9.4	75.1	6.9	100.0
Cambodge	96.9	0.4	2.0	0.7	100.0
Indonésie	0.7	9.9	87.2	2.2	100.0
Laos	66.0	1.5	0.1	32.4	100.0
Malaisie	17.7	9.4	63.7	9.2	100.0
Philippines	0.1	92.6	5.5	1.8	100.0
Singapour	33.9	18.2	14.3	33.6	100.0
Thaïlande	93.2	0.9	5.5	0.4	100.0
Timor oriental	0.1	99.0	0.1	0.8	100.0
Viêt Nam	16.4	8.2	0.2	75.2	100.0
Total	24.0	21.6	40.3	14.1	100.0

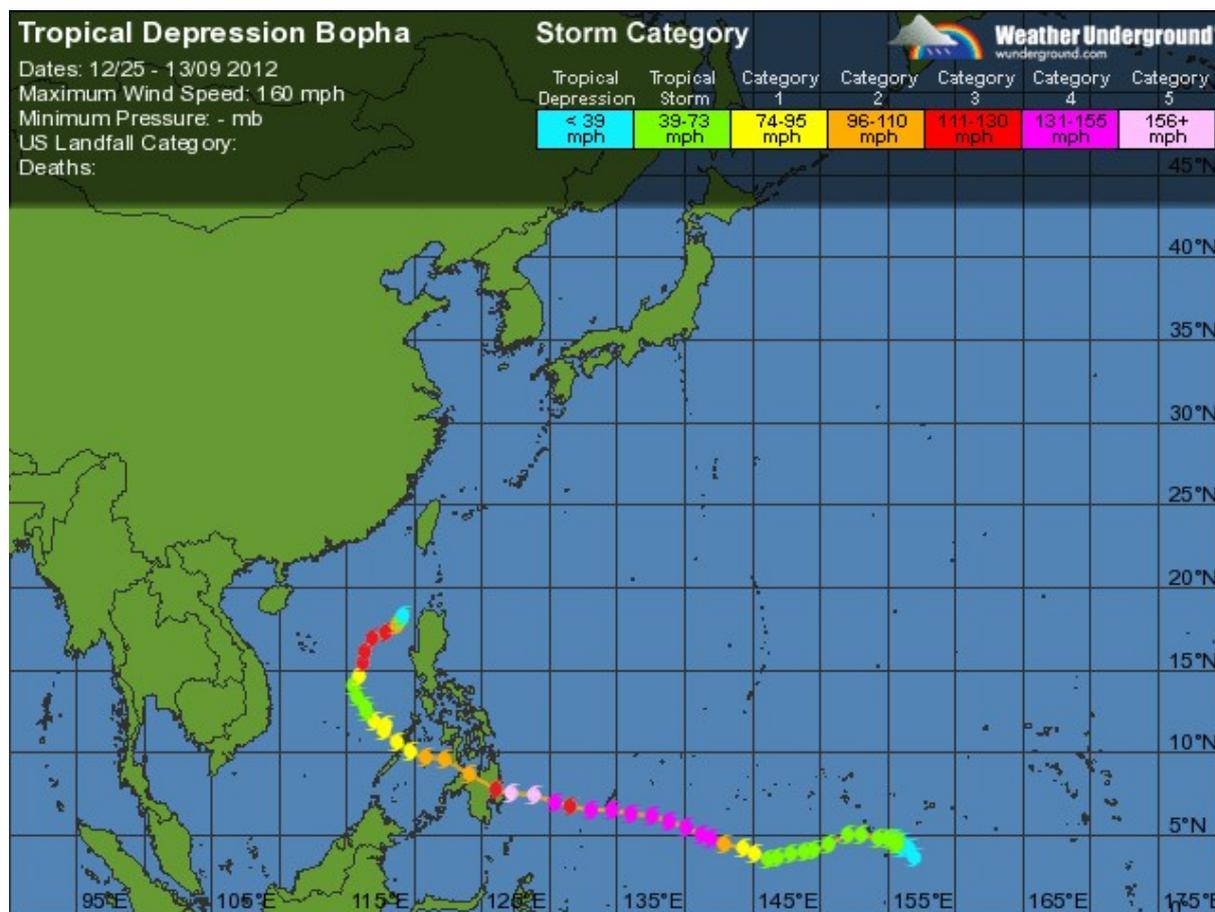
Note : le total a été calculé en effectuant une moyenne pondérée, c'est-à-dire selon le poids démographique de chaque pays dans la région (voir le tableau "population" au-dessus).

### ANNEXE 3 LES RISQUES NATURELS

Système d'alerte aux tsunamis décidé à Kobe en 2005



Cheminement du typhon Bopha qui ravagea les Philippines en 2012

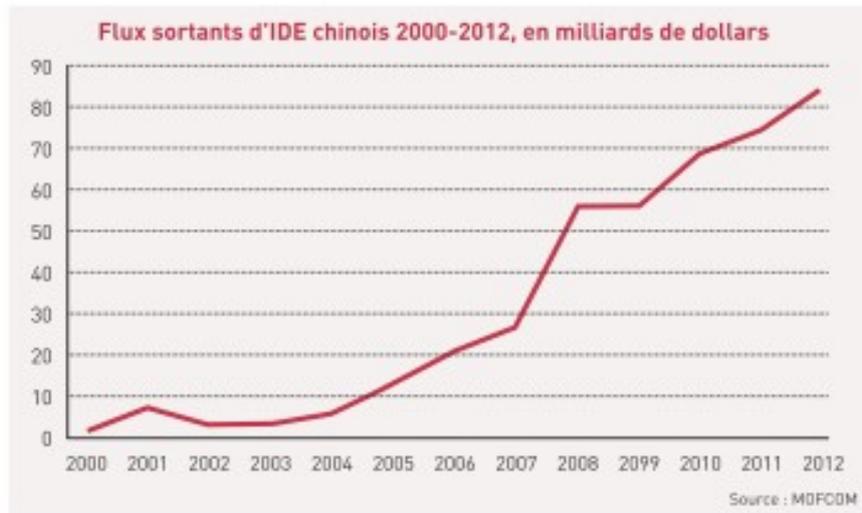


## ANNEXE 4

## LES CHIFFRES D'ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS CHINOIS À L'ÉTRANGER

Les exportations chinoises ont été multipliées par 8 entre 2000 et 2012, faisant de la Chine le premier exportateur mondial avec une part de marché de 11,4 %.

Le niveau des investissements étrangers du pays a pour sa part été multiplié pratiquement par 100 selon les données du MOFCOM, passant de 0,9 Md\$ en l'an 2000 à 87,8 Md en 2012 (il progresse encore de 20 % selon A. Capital au cours des 9 premiers mois de 2013).

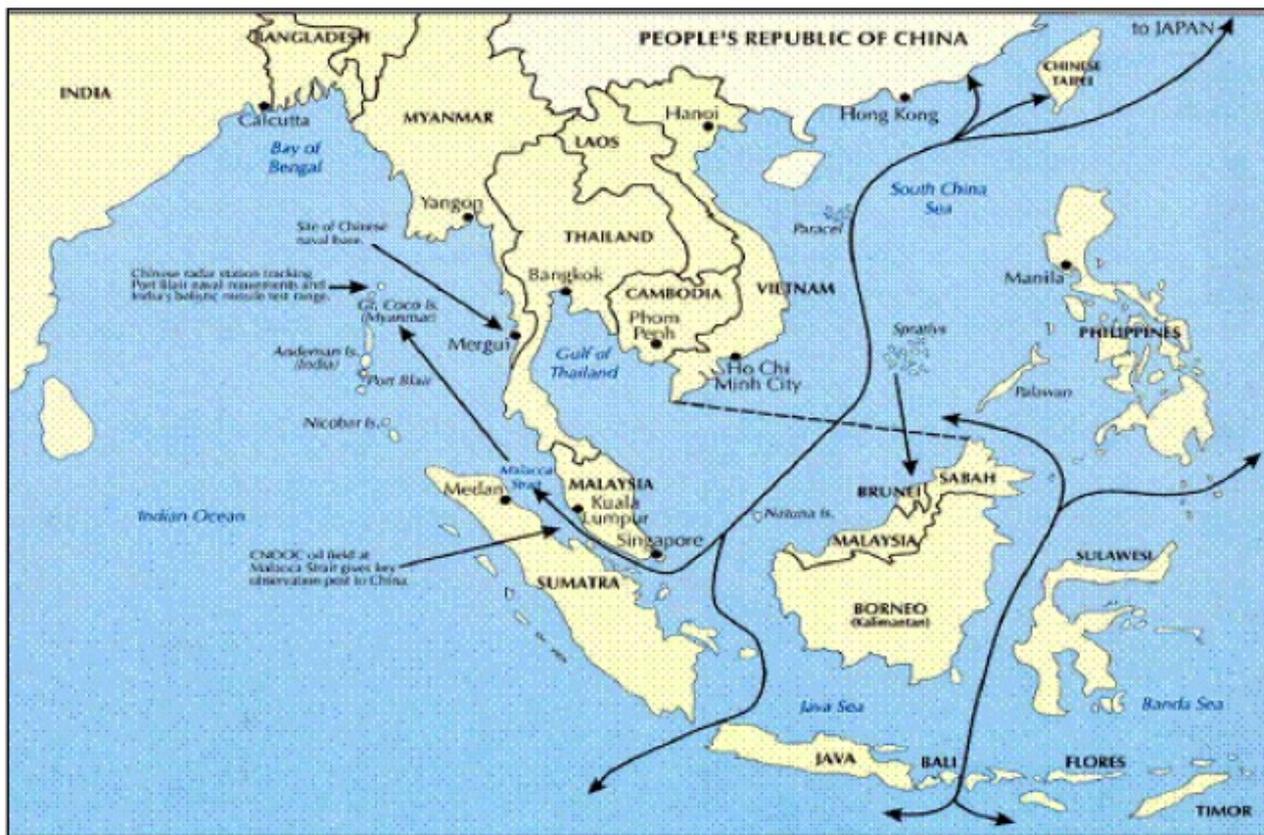


La Chine continentale est devenue le troisième investisseur mondial en 2012, le second devant le Japon si l'on inclut Hong Kong dont les investissements étaient historiquement beaucoup plus élevés que ceux de la Chine, et qui se situent aujourd'hui à un niveau comparable. Contrairement à Hong Kong, Taiwan a un stock d'IDE \* à l'étranger limité (60 Md\$ contre 1 422 Md\$ fin 2012).

\* Les Investissements Directs à l'Étranger, ou investissements directs étrangers (en anglais *FDI* pour *Foreign Direct Investment*), sont les mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger et/ou d'exercer le contrôle (ou une influence significative) sur la gestion d'une entreprise étrangère.

## ANNEXE 5 LES DIFFERENTS CONFLITS

**Les voies de communication maritimes dans le monde et en Asie du sud-est**  
in Déclin et résurgence de la piraterie en Asie du sud-est par Alexandre BESSON - IRIS, janvier 2011



Ressource cartographique : United States-China Economic and Security Review Commission (USCC)  
<http://www.uscc.gov>

### Menaces terroristes et rébellions en Asie du sud-est



Carte réalisée par Alexandre BESSON - Ressource cartographique : CIA, The World Factbook.  
<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>

Situation sécuritaire du monde au 01 Janvier 2014 (extrait)



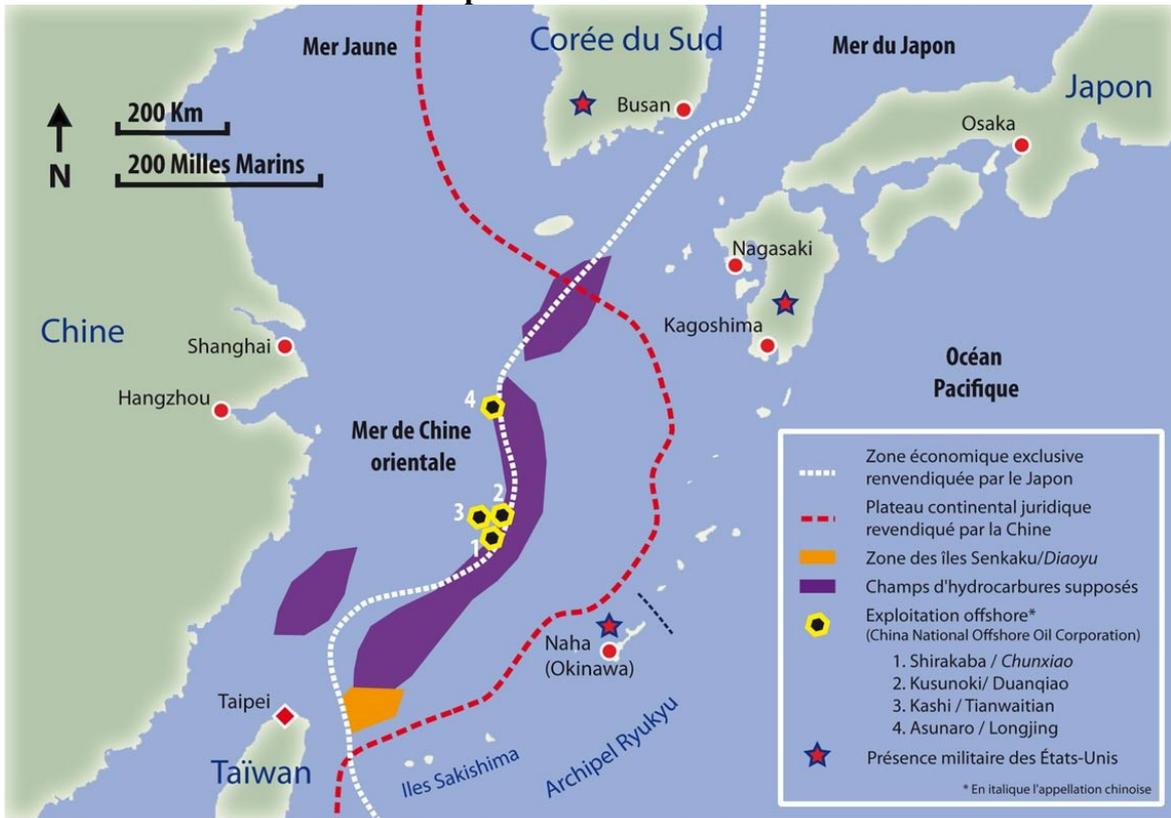
<ul style="list-style-type: none"> <li><span style="color: orange;">■</span> Pays dangereux</li> <li><span style="color: orange;">■</span> Mer dangereuse</li> <li><span style="color: red;">■</span> Pays très dangereux</li> <li><span style="color: red;">■</span> Mer très dangereuse</li> <li><span style="color: orange;">▨</span> Menace intermédiaire</li> <li><span style="color: red;">▨</span> Menace forte</li> </ul>	<p>nécessitant des mesures sécuritaires particulières</p> <p>fortement déconseillé aux voyageurs sauf protection de haut niveau</p>
---	---

\* Mouvement des forces démocratiques de Casmance

- Grave conflit social et/ou politique
- Mouvement nationaliste, régionaliste, indépendantiste
- Litige territorial
- Terrorisme
- Conflit international et/ou intervention internationale
- Piraterie
- Forte criminalité
- Conflit interethnique et/ou inter-communautaire

[www.gallice-security.com](http://www.gallice-security.com)

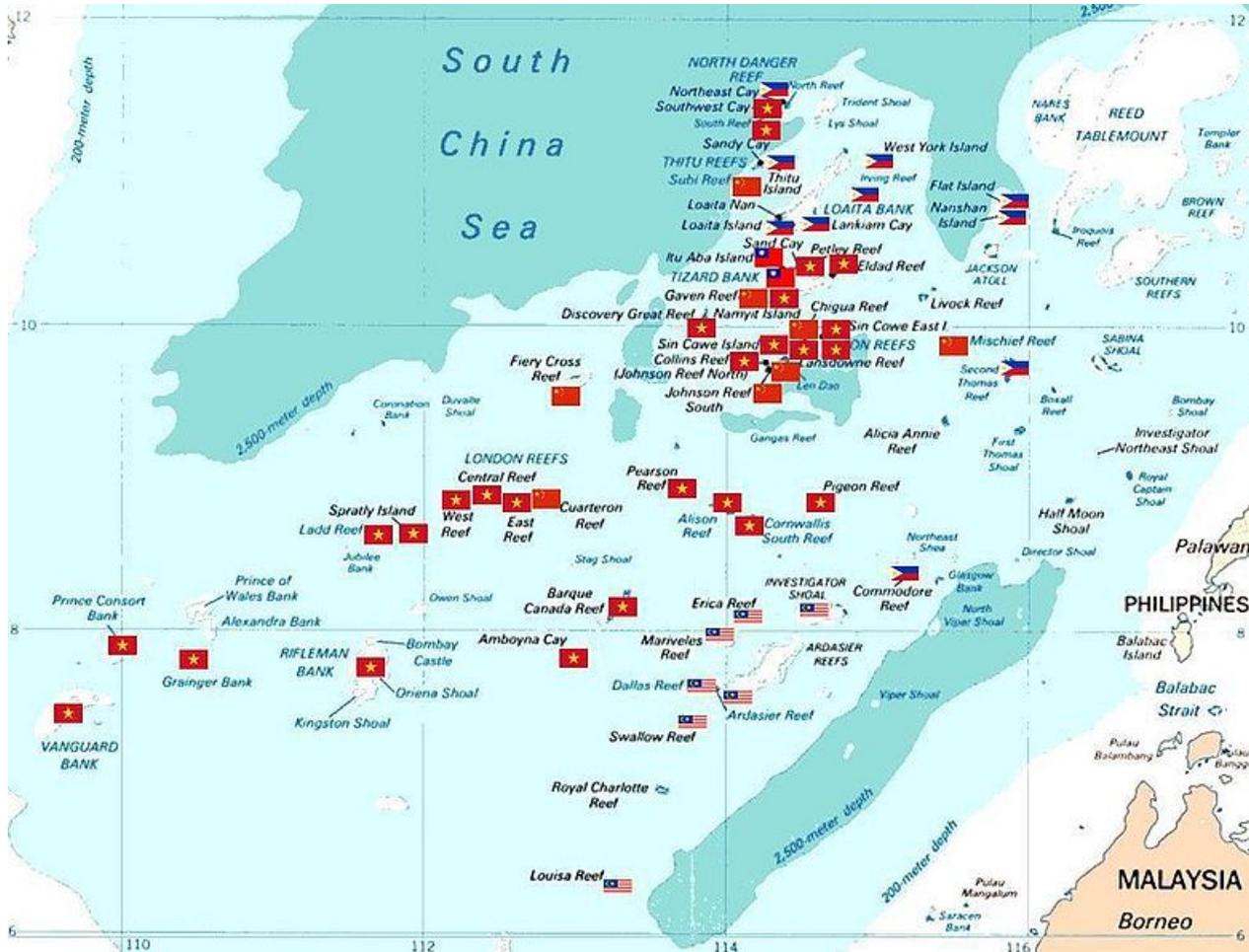
Conflit territorial Japon/Chine en mer de Chine Orientale



Jean-Emmanuel Medina, Centre de droit international, Université Jean Moulin Lyon 3.

www.diploweb.com, avril 2013

L'imbroglie des îles revendiquées par la Chine, Taïwan, la Malaisie, les Philippines, Brunei et le Vietnam.



Les revendications territoriales et maritimes en Mer de Chine du sud



Ressource cartographique : "Appétits rivaux en Mer de Chine." Le Monde Diplomatique, Philippe REKACEWICZ, janvier 1997.

### Deux zones convoitées : les Parcelles et les Spratly



## Les disputes territoriales et maritimes impliquant la Chine



**China's Disputed Territories.** Although not exhaustive, three of China's major ongoing territorial disputes are based on claims along its shared border with India and Bhutan, the South China Sea, and with Japan in the East China Sea. (p.16)

Ressource cartographique: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China. Annual Report to Congress, Washington: US Secretariat of Defense, 2010

## La théorie chinoise des chaînes insulaires de défense, le containment stratégique américain de la Chine et la course aux océans



*The First and Second Island Chains. PRC military theorists conceive of two island "chains" as forming a geographic basis for China's maritime defensive perimeter.*

### Légende carte



Ressource cartographique : Military and Security Developments Involving the People's Republic of China. Annual Report to Congress, Washington: US Secretariat of Defense, 2010  
Carte modifiée par Alexandre BESSON

## ANNEXE 6

### ASIE PACIFIQUE : LES AMBITIONS MILITAIRES

Le statut de l'Asie-Pacifique en tant que zone économique la plus peuplée et dynamique du monde subit le revers des disputes territoriales non résolues depuis quelques temps. Ces disputes, tout comme les inquiétudes face au développement militaire de la Chine, encouragent les dépenses en matière de défense dans la région. Certains voient ces dépenses comme une course aux armes mais il serait peut être plus juste de les qualifier de mise à niveau des équipements de pays poussés par la chasse aux ressources, des recettes publiques à la hausse et des marchés en déclin ailleurs dans le monde.

2014 s'annonce semblable. Il est difficile de savoir si les gouvernements, qui ont des intérêts dans la région, détiennent des réponses aux questions stratégiques dont la montée en puissance de la Chine, le futur de l'Afghanistan, le programme d'armement nucléaire de la Corée du nord ou les multiples disputes territoriales. Cependant, le « shift in focus » ou rééquilibrage des États-Unis du Moyen Orient vers l'Asie-Pacifique est un changement important qui aura des conséquences intéressantes.

#### Asie du sud-est

En 2013 les disputes territoriales entre la Chine et le Vietnam autour des îles Spratly ont fait les titres des journaux, bien qu'aucune tentative de prise de terre ne fut annoncée comme en 2012 qui est aussi le cas de Scarborough Shoal dont la dispute oppose les Philippines à la Chine.

Les revendications de la Chine s'intensifient en même temps que les pays membres de l'ASEAN augmentent leur capacités de surveillance maritime. Plusieurs nations ont signé des contrats pour améliorer les systèmes de radar du littoral.

La Malaisie a beaucoup investi dans sa nouvelle base navale à Bintulu, située à 50 milles marins [80km] du banc de récifs de James Shoal et l'objet de la dernière revendication de Beijing qui considère que ce banc de récifs et le petit îlet en son centre marquent la limite sud de son « territoire inaliénable ». En 2010, les Chinois ont même construit un petit monument sur l'îlet pour le déclarer terre chinoise... L'intérêt stratégique de la base pour la Malaisie est évident en cas d'autres conflits à Sabah où les forces armées de la Malaisie sont intervenues face aux groupes séparatistes de l'archipel de Sulu.

Le projet d'achat de la Malaisie d'un BPC type Mistral français ou Dokdo sud-coréen est mis en attente pour des raisons budgétaires mais les échanges avec les États Unis pour l'achat d'équipements d'occasions voire même de navires comme le USS Denver vont bon train.

Le Vietnam, qui connaît la puissance affirmée chinoise dans la mer de Chine du Sud, a reçu son premier sous-marin russe classe 'Kilo' d'une série de six et a signé un accord pour deux corvettes sur quatre de la classe Damen Schelde SIGMA 9814, tout en annonçant l'achat supplémentaire de 12 avions Su-30MK2 qui seront livrés entre 2014 et 2015.

« Avec plus de 17.000 îles, l'Indonésie est l'archipel le plus important au monde. Et pour cette raison, le pays a besoin de forces navales puissantes et bien équipées. Elles disposent de 6 frégates (bientôt 7) ainsi qu'une vingtaine de corvettes.

Pour l'essentiel, les navires indonésiens, à l'exception des patrouilleurs, ont été acquis auprès de l'ancienne puissance coloniale, c'est à dire les Pays-Bas, et de l'ancienne République démocratique allemande (RDA), et cela, dans des conditions qui se révélèrent finalement peu avantageuse. En outre, Jakarta va récupérer 3 corvettes conçues par le groupe britannique BAE Systems et initialement destinées au Sultanat de Brunei, qui les a refusées au moment de leur livraison.

Quant aux sous-marins, la marine indonésienne en compte seulement deux exemplaires, le KRI Cakra et le KRI Nanggala, des bâtiments de type 209-1300 d'origine allemande qui, construits en 1981, viennent d'être modernisés. En août dernier, Jakarta a officiellement commandé, pour 1,1 milliard de dollars, 3 sous-marins de la classe Chang Bogo, une variante du type 209-1400 conçue par le chantier naval sud-coréen Daewoo Shipbuilding & Marine Engineering, grâce aux transferts de technologie consentis par le constructeur allemand Howaldtswerke-Deutsche Werft (HDW). La livraison de ces bâtiments est prévue entre 2015 et 2018.

Mais, apparemment, l'Indonésie n'entend pas en rester là. Le 12 juin dernier, son ministre de la Défense, Purnomo Yusgiantoro, a annoncé que le pays allait se lancer dans la construction de sous-marins après s'être doté des infrastructures nécessaires à Surabaya. Ce qui devrait prendre entre 2 et 3 ans.

A priori, le premier sous-marin de la classe Chang Bogo sera construit en Corée du Sud. De même que le second, mais avec la participation d'ingénieurs et de techniciens indonésiens. Enfin, le troisième sera assemblé sur l'archipel. Ce qui veut dire que Séoul a accepté un transfert de technologie en la matière.

Par ailleurs, une base sous-marine a récemment été inaugurée à Sulawesi (Celebes), à proximité de l'Archipelagic Sea Lane (ASL), une voie maritime qui, outre le fait qu'elle soit importante pour l'Australie, permet de relier le

Moyen Orient à l'Asie du Nord et qui débouche sur la mer de Chine méridionale, et plus précisément sur Ambalat, une région indonésienne en partie revendiquée par la Malaisie, pays qui s'est également doté de sous-marins modernes, en l'occurrence de Scorpène du constructeur français DCNS. » *source : opex360.com*

En plus de ses forces navales, l'Indonésie a reçu sa première livraison de chars allemands et s'est engagé pour l'achat de huit Boeing AH-64E Apaches des États Unis alors que les premiers avions d'entraînement, le T50i Golden Eagle d'origine sud-coréenne, sont arrivés à la base aéronavale d'Iswahjudi dans l'est de Java en septembre 2013. Cependant ce partenariat KFX/IFX attend le feu vert de Séoul pour un prolongement au-delà de 2014.

Les grands projets d'acquisitions des forces armées des Philippines [AFP] cependant seront revus à la baisse, voire annulés, en raison du typhon Haiyan. Il est ironique que le typhon ait révélé le besoin de moderniser l'AFP, alors que ce besoin est maintenant retardé par les conséquences du désastre. Ce besoin restera une motivation récurrente tant que Manille n'investit pas dans les équipements nécessaires [aériennes, humanitaires...] pour organiser l'assistance adéquate lors de tels désastres.

Pendant ce temps, les forces armées Singapouriennes maintiennent leur niveau d'excellence en tant que référence régionale dans le domaine de capacités militaires. Bien qu'il n'y ait pas eu d'annonce de livraisons en 2013, le Ministre de Défense Ng Eng Hen a révélé en septembre une prochaine mise à niveau de leurs avions de combat Lockheed Martin F-16C/D tandis que, plus tôt dans l'année, un porte-parole de l'US Air Force annonçait que Singapour étudiait sérieusement le projet d'investir dans des STOVL Lockheed Martin F-35, c'est à dire des aéronefs à décollage court et à atterrissage vertical.

Quant aux moyens maritimes, ST Engineering Ltd a annoncé en janvier qu'ils avaient remporté le contrat pour la conception et la construction des huit nouveaux patrouilleurs de 80m de long et 1 200 tonnes de déplacement. Ces nouveaux patrouilleurs remplaceront progressivement la classe Fearless entre 2016 et 2020 ainsi renforçant la flotte Singapourienne dans ses eaux territoriales, dont le « Malacca Straits » au pluriel en anglais comme les autorités Singapouriennes préfèrent.

#### Coopération de défense entre la France et Singapour

La coopération de défense occupe une place centrale dans la relation bilatérale entre la France et Singapour, la sécurité étant une priorité pour Singapour qui y consacre le quart de son budget (7,9 Mds EUR pour l'année fiscale 2012, par rapport à 2011 il augmente de 4,3 %). Sa position stratégique à l'embouchure du détroit de Malacca en fait un partenaire militaire et industriel privilégié dans une zone traditionnellement sous influence américaine.

Nos relations dans le domaine de la défense sont excellentes, stimulées depuis 1998 par quatre comités interarmées et des relations directes entre les états-majors.

Les ministres de la Défense Gérard Longuet et Jean-Yves Le Drian se sont rendus à Singapour respectivement en février 2012 pour le salon aéronautique et en juin 2012 et juin 2013 pour le Dialogue Shangri-La sur les questions régionales de sécurité.

L'armée de l'air et la marine nationale participent régulièrement à des exercices conjoints. Depuis 1999, un escadron de F-16 est stationné de façon permanente en France à Cazaux (Gironde) pour la formation initiale des pilotes. Le porte-avions nucléaire Charles-de-Gaulle a effectué une première escale à Singapour en mai 2002, peu après la première escale d'un bâtiment nucléaire français, le sous-marin La Perle, en 2001.

Les bâtiments français ont fait deux escales à Singapour en 2011 pour le salon IMDEX\* (Mistral et Vendémiaire) et deux en 2012. En juin 2013, la base navale de Changi a accueilli les bâtiments de la campagne Jeanne d'Arc : le BPC Tonnerre et la frégate anti-sous-marin Georges Leygues.

La France a affecté un officier de liaison auprès de l'Information Fusion Center (IFC) de la marine Singapourienne depuis la création de ce centre clé dédié à la sécurité maritime régionale en 2009.

La France est le deuxième fournisseur d'équipements de défense de Singapour, après les États-Unis, et Singapour est notre 2ème partenaire bilatéral de recherche en technologie de défense. Le programme de construction de 6 frégates furtives, commencé en 2000, s'est déroulé à la satisfaction des deux parties, la dernière ayant été admise au service actif à Singapour en janvier 2009.

\* IMDEX : International Maritime Defence Exhibition & Conference



**BIBLIOGRAPHIE****OUVRAGES**

- BESSION Alexandre, *Questions maritimes en Asie du sud-est Problématiques locales, enjeux régionaux et implications globales*, Mémoire de recherche, Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, Année 2009/2010
- BOISSEAU DU ROCHER Sophie *L'Asie du sud-est prise au piège*. Paris, Perrin, 2009
- BRUNEAU M., *L'Asie entre Inde et Chine, logique territoriale des Etats*, Paris Belin, 2006
- CHALIAND Gérard, *Vers un nouvel ordre du monde*. Paris, Seuil 2013
- DOMENACH Jean Luc, *La Chine m'inquiète*, Paris, Perrin 2008
- DYAN Brigitte & TESTARD Hubert, *Quand la Chine investit en France - Enquête et Portraits*, Agence Française pour les Investissements Internationaux Mars 2014
- GIPOULOUX François : *La Méditerranée asiatique, villes portuaires et réseaux marchands en Chine, au Japon et en Asie du Sud-Est, XVIe – XXI e siècle*, Paris CNRS éditions 2009
- JAMMES Jérémy, *L'Asie du Sud-Est 2013 - Bilan, enjeux et perspectives*, IRASEC
- JOYAUX François, *Géopolitique de l'Extrême Orient*, Paris Editions Complexes 1991 et 1993
- LACOSTE Yves, *Dictionnaire de géopolitique*, Paris Flammarion 1993
- Dr. LANDRIN François-Xavier, *Les Portes d'Annam*, Editions du Triomphe, 2011
- LI Faxin, *The Chinese navy's maritime escort operations*, China intercontinental press Guangzhou, 2013
- MARECHAL Bernard, *Le Grand Jeu Sino-Américain - Essai Sur Le Devenir Du Monde*, Paris, Ed. Golias, 2012
- PERON Pierre François, *Mémoires sur ses voyages aux côtes d'Afrique ... à la Chine*, Paris Brissot-Thivars 1824.
- PEYREFITTE Alain, *Quand la Chine s'éveillera ... le monde tremblera*, Paris, Fayard, 1980
- PROUST DE LA GIRONIERE Paul, *Aventures aux îles Philippines*, rééd. Rennes Ed. des Portes du Large 2001
- ROYER Pierre, *Géopolitique des mers et des océans*, Paris, PUF 2012
- SUBRAHMANYAN Sanjay, *L'Empire portugais d'Asie 1500-1700 histoire économique et politique*, Paris le Seuil pour l'édition française, 2013.
- ZHANG Qingmin, *China's diplomacy*, China intercontinental press 2010 (acheté à Guangzhou).

**REVUES**

- Affaires stratégiques et relations internationales : les grands dossiers de la diplomatie  
Communication & Influence N°54 - Avril 2014 : L'influence de la France sur la scène internationale : le décryptage de Michel Foucher
- Défense, revue de l'Union-IHEDN, N° 163 - Juillet/Août 2013 : La géopolitique de l'aire Indo-Pacifique ou l'axe Washington-New Delhi - Pékin, Jean-François Houssol
- Diplomatie Juillet 2012 - grands dossiers n°9 - Fiches Philippines et Indonésie.
- Hérodote n° 125 2è trimestre 2007 : Chine nouveaux enjeux géopolitique,
- Jane's Defense Weekly, 11 December 2013 : Annual Defense Report 2013 Asia Pacific
- Marine et Océans, revue de l'ACORAM, N° 243 - Avril/Mai/Juin 2014 : Chine. Les cinq piliers de la puissance maritime et Les ambitions mesurées de la Marine chinoise, Hugues Eudeline
- World bank migration development, avril 2013

**COLLOQUES**

- "Des marchés à découvrir ou à conquérir : l'Asie du Sud-Est" organisé au Sénat le 25 octobre 2012
- "L'Asie-Pacifique, espace d'échanges et de conflits" Les Géopolitiques de Brest 2014

**SITES INTERNET**

- [webtice.ac-guyane.fr/histgeo/IMG/pptx/croquis\\_3.pptx](http://webtice.ac-guyane.fr/histgeo/IMG/pptx/croquis_3.pptx)
- [www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html](http://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html)
- [www.courrierinternational.com/la-minorité-malaise-en-mal-d-identite](http://www.courrierinternational.com/la-minorité-malaise-en-mal-d-identite)
- [www.diplomatie.gouv.fr/](http://www.diplomatie.gouv.fr/) Mise à jour : 06.09.13
- [www.diploweb.com/Asie-une-reconfiguration.html](http://www.diploweb.com/Asie-une-reconfiguration.html)
- [www.european-security.com](http://www.european-security.com)
- [www.internaute.com/actualité/monde/classement-pays-immigration](http://www.internaute.com/actualité/monde/classement-pays-immigration)
- [www.gallice-security.com](http://www.gallice-security.com)
- [www.iris-france.org/docs/kfm\\_docs/docs/2011-04-piraterie-en-asie-du-sud-est-alexandre-besson.pdf](http://www.iris-france.org/docs/kfm_docs/docs/2011-04-piraterie-en-asie-du-sud-est-alexandre-besson.pdf)
- [www.opex360.com](http://www.opex360.com)
- [www.sciencespo-toulouse.fr/servlet/com.univ.collaboratif.utils.LectureFichiergw?](http://www.sciencespo-toulouse.fr/servlet/com.univ.collaboratif.utils.LectureFichiergw?)

www.un.org

www.usni.org : April 2014 Vol140/4/1.334 (US Naval Institute)

www.internaute.com/actualité/monde/classement-pays-immigration :

www.regulation.revues.org/10067 David Delfolie : le développement de la finance islamique en Malaisie :

www.worldmapper.org

Sites des think tanks locaux Singapouriens, principalement :

The International Institute for Strategic Studies - Singapore : <http://www.iiss.org/en/iiss-asia>

The S. Rajaratnam School of International Studies (RSIS) : <http://www.rsis.edu.sg/>

Sites d'informations Vietnamiens en anglais et en français, Vietnam news, Vietnam + et du Journal de la Défense (en anglais)

www.vnnnews.net

<http://english.vietnamnet.vn>

<http://fr.vietnamplus.vn>

[www.qdnd.vn/qdndsite/en-US/72/72/Default.aspx](http://www.qdnd.vn/qdndsite/en-US/72/72/Default.aspx)

<http://asian-defence-news.blogspot.fr>

[www.defensenews.com/section/DEFREG03/Asia-Pacific-Rim](http://www.defensenews.com/section/DEFREG03/Asia-Pacific-Rim)

[www.janes.com](http://www.janes.com)

[www.defensenews.com/](http://www.defensenews.com/)

Les sites des think tanks et blogs Malaisien

Malaysiadefence.com (*blogueur indépendant et parfois critique*)

Malaysiaflying Herald (*blogueur plutôt sur la RMAF mais pas que*)

Malaysia institute for defence and Security ou MIDAS

Maritime institute of Malaysia ou MIMA

Upnm.edu.my (*site de l'université de défense, pas très à jour*)

Asian Defence Journal.

#### DIVERS

Ambassades de France Singapour, Malaisie, Vietnam

Articles de divers journaux : Ouest-France, le Monde, le Figaro, le Télégramme de Brest, dépêches AFP

COFACE

Déclaration du ministre de la Défense, Purnomo Yusgiantoro, le 12 juin 2013

Discours de Barack OBAMA, Président des Etats-Unis, à Tokyo le 23 avril 2014.

Un œil sur la planète : L'Indonésie - présenté par Etienne Leenhardt, 17 février 2014, France 2

Le dessous des cartes : Quels enjeux de sécurité en Asie-pacifique ? présenté par Jean-Christophe Victor,

18 janvier 2014, Arte

Wikipédia, encyclopédie en ligne